

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

I. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 1

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.

Article 2 - Date et prescriptions diverses

Deux mois avant la date fixée pour l'assemblée générale, le secrétaire général rappelle aux membres effectifs la date de cette assemblée et les prescriptions du règlement concernant les candidatures, les propositions et les interpellations. Au plus tard quinze jours avant la date de l'assemblée générale, il envoie les budgets et les comptes aux membres effectifs.

Article 3 - Procuration

Tout membre effectif est représenté par son correspondant officiel ou par un de ses affiliés qui doit disposer à cet effet d'un document à l'en-tête du club signé par le correspondant officiel. Dans ce cas, l'affilié a les mêmes devoirs et les mêmes droits que le correspondant officiel.

Un membre effectif peut donner procuration à un affilié d'un autre membre effectif.

Un membre effectif ne peut disposer que d'une procuration.

Article 4 - Propositions et interpellations

Pour être présentées valablement à l'assemblée générale, les propositions doivent émaner du conseil d'administration ou du secrétariat général ou d'un comité régional ou d'un département de la ligue ou d'un membre effectif. Suivant les cas, elles sont introduites par l'intéressé, par le secrétaire du comité ou du département auprès du secrétaire général, vingt jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

Pour être présentées valablement à l'assemblée générale, les demandes d'interpellation doivent émaner du conseil d'administration ou du secrétariat général ou d'un comité régional ou d'un département de la ligue ou d'un membre effectif et être introduites par lettre recommandée auprès du secrétaire général, vingt jours au moins avant la date de l'assemblée générale. Les demandes d'interpellation doivent être circonstanciées. Le conseil d'administration peut refuser de discuter d'une interpellation si celle-ci n'a pas été introduite dans les délais réglementaires.

Article 5 - Ordre des travaux

L'ordre des travaux de l'assemblée générale comprend notamment les points suivants :

- 1° Vérification des pouvoirs des délégués ;
- 2° Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire de l'année précédente ;
- 3° Allocution du président ;
- 4° Rapport du secrétaire ;

- 5° Rapport du trésorier ;
- 6° Rapport des vérificateurs aux comptes ;
- 7° Approbation des comptes et décharge aux administrateurs et aux vérificateurs aux comptes ;
- 8° Approbation du budget de l'année en cours ;
- 9° Nomination des vérificateurs aux comptes ;
- 10° Election des administrateurs ;
- 11° Examen des propositions de modifications aux statuts ;
- 12° Interpellations et divers.

Pour les postes du budget ayant une incidence sur les ressources de la Fédération Royale Belge de Tennis, les votes émis par l'assemblée générale de l'Association Francophone de Tennis sont coordonnés au sein du comité exécutif de la Fédération Royale Belge de Tennis avec les votes émis par l'assemblée générale de Tennis Vlaanderen.

II. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 6 - Missions du conseil d'administration

Le conseil a pour missions d'encourager et de régir le sport sur toute l'étendue de son territoire, c'est-à-dire :

- 1° Décider l'admission et la suspension provisoires des clubs et les pénalités qui leur sont applicables ;
- 2° Elire à la majorité des suffrages les membres de tous les comités et départements dont il juge le maintien ou la création nécessaire à la bonne administration de l'A.F.T. Ces élections doivent se faire au scrutin secret si au moins deux membres du conseil d'administration le demandent. Il n'est pas tenu compte des bulletins blancs ou nuls ;
- 3° Etablir le règlement d'ordre intérieur et les règlements sportifs ;

Les propositions de modifications aux règlements sportifs doivent émaner du conseil d'administration ou du secrétariat général ou d'un comité régional ou d'un département de la ligue ou d'un membre effectif. Elles doivent être introduites pour le 10 septembre auprès du secrétariat général.
- 4° Veiller à l'application des statuts et des règlements ;
- 5° Administrer l'A.F.T. ;
- 6° Confier des missions spéciales à certains administrateurs ;
- 7° Juger en dernier ressort, pour les matières de sa compétence, tout appel contre une décision des comités régionaux (voir ci-dessous) ;
- 8° Trancher tous les cas non prévus dans les statuts ou dans le règlement d'ordre intérieur.

Le conseil d'administration est assisté dans sa tâche par les comités régionaux, nommés par les assemblées générales des associations régionales, par le comité directeur et par divers départements dont la composition et les missions sont déterminées par le présent règlement. Le conseil d'administration nomme les membres de ces départements et peut, si nécessaire, créer d'autres instances.

Article 7 - Nomination des administrateurs, membres de l'A.S.B.L. Fédération Royale Belge de Tennis

Huit administrateurs siègent au sein de l'A.S.B.L. Fédération Royale Belge de Tennis. Ils sont désignés par le conseil d'administration en vertu d'un règlement établi par les administrateurs élus, étant entendu que le président et le vice-président font d'office partie de cette délégation.

III. COMITÉS ET DÉPARTEMENTS

Article 8 - Comité directeur

1. Nomination

Les membres du comité directeur sont désignés par le conseil d'administration tous les deux ans au cours de la première réunion du conseil d'administration qui suit l'assemblée générale de l'année concernée.

Font partie du comité directeur, en vertu des statuts :

1. Le président du conseil d'administration ;
2. Le vice-président ;
3. Le trésorier ;
4. Les présidents des quatre régions

Si le président d'une région ne fait pas partie du conseil d'administration de l'AFT, son comité régional désigne un membre du conseil d'administration de l'AFT issu de sa région pour la représenter.

Lors des réunions du comité directeur, le représentant de chaque association régionale peut se faire remplacer par un autre administrateur de la région.

2. Durée du mandat

Le mandat a une durée de deux ans et est renouvelable. Si, pour quelque raison que ce soit, un membre du comité directeur voit son mandat d'administrateur prendre fin, il est automatiquement réputé démissionnaire du comité directeur. Le conseil d'administration pourvoit à son remplacement et le membre ainsi désigné achève le mandat de son prédécesseur.

3. Droit de vote

Au sein du comité directeur, chaque membre dispose d'une voix.

Article 9 - Départements

1. Composition

Sauf autre précision, tout département est formé au moins d'un administrateur désigné par le conseil d'administration et d'un délégué par région désigné par ce même conseil, sur proposition du comité régional concerné.

Sauf dérogation expresse, le secrétaire général assiste de droit aux réunions des départements. Il peut néanmoins se faire remplacer par un membre de son staff compétent dans les matières traitées.

2. Candidatures et nominations

Les candidatures doivent être introduites par les secrétaires régionaux auprès du secrétaire général.

Le conseil d'administration désigne les membres lors de la première réunion qui suit l'assemblée générale statutaire.

Seules les personnes en règle d'affiliation peuvent être désignées.

3. Mission

Les départements remplissent leur mission sous le contrôle du conseil d'administration. Ils font rapport au conseil d'administration ; pour être acceptées, leurs propositions doivent être entérinées par ce conseil.

4. Durée du mandat

Les membres sont désignés pour une période de deux ans, sauf avis contraire du conseil d'administration ou du comité régional concerné.

5. Le conseil d'administration a mis sur pied les départements suivants :

1. Département "Finances"

En plus des membres prévus, le trésorier fait partie du département.

Ce département a notamment pour mission le contrôle de la gestion courante des fonds de l'A.F.T. Il émet un avis sur le projet de budget.

Il se réunit au moins deux fois par an pour prendre connaissance des comptes.

2. Département "Règlements, classements, compétitions et arbitrage"

Ce département a notamment pour missions :

1. Au travers des interclubs, tournois et de l'arbitrage, d'investiguer les différentes mises en application et normes de fonctionnement des quatre régions pour arriver à des propositions d'homogénéisation.
2. De proposer des modifications aux règlements sportifs, d'examiner et de donner son avis sur les propositions de modifications aux règlements sportifs émanant d'autres entités.

Il comporte les deux groupes de travail suivants : "Arbitrage" et "Vétérans" qui ont pour mission de travailler plus en profondeur sur les matières qui les occupent directement.

3. Département "Promotion du tennis"

Ce département se concentre sur tout ce qui touche à la promotion du tennis, que ce soit en matière d'affiliations, de tennis féminin, de tennis en fauteuil roulant, de promotion du tennis chez les jeunes, chez les hommes et chez les vétérans.

Il est aidé dans sa tâche par les groupes de travail "Promotion du tennis féminin" et "Tennis en fauteuil roulant" qui ont pour mission de travailler plus en profondeur sur les matières qui les occupent directement.

4. Département "Organisation, coordination et informatique"

Ce département est notamment chargé de veiller à la coordination de l'organisation et du développement des applications informatiques. Il est également chargé d'analyser et de faire implémenter les améliorations à apporter aux différents programmes et applications.

Il comporte les groupes de travail suivants : "Informatique" et "Harmonisation des secrétariats" qui ont pour mission de travailler plus en profondeur sur les matières qui les occupent directement.

5. Département "Partenariat, marketing et communication"

Ce département a notamment pour mission d'analyser et de suivre la collaboration avec les différents partenaires. Il s'occupe également d'optimiser la communication de l'A.F.T. vers ses clubs, ses membres et l'extérieur.

6. Département "Sport/élites"

Les membres de ce département sont épaulés par la direction sportive dans le but d'optimiser la découverte, le développement et l'encadrement de nos élites.

Il est composé de quatre groupes de travail : "Labellisation", "Coordination élargie", "Commission pédagogique" et "Commission médicale".

Ces groupes de travail étudient et développent leurs matières respectives.

7. Département "PADEL"

Il est créé au sein de l'AFT, un département PADEL composé de trois administrateurs siégeant au Conseil d'administration de l'AFT et de trois administrateurs siégeant au Conseil d'administration de l'AFP. En conséquence chaque association désigne pour une durée de 2 ans les administrateurs concernés. Le président de l'AFP est d'office président du département PADEL pour autant qu'il soit désigné par son association pour siéger au département PADEL de l'AFT. Le secrétaire général de l'AFT assiste de plein droit aux réunions.

Le département PADEL se réunit sur convocation du secrétaire général de l'AFT qui dresse un procès-verbal lors de chaque réunion. Ce procès-verbal est transmis au conseil d'administration de l'AFT. Il a vocation à traiter de tous les sujets qui intéressent la pratique du padel à moins que le sujet ait été réservé à un autre organe. Il exerce une compétence générale et représente - sous le contrôle strict du Conseil d'administration de l'AFT, un organe décisionnel sur toute question liée au padel.

Les règles fixées aux points 1 à 4 de l'article 9 du présent ROI ne sont pas applicables au département PADEL.

Le Conseil d'administration de l'AFT peut prendre à la majorité des deux tiers des voix, toutes les mesures qu'il juge utile à l'égard des administrateurs AFT désignés. Ceux-ci agissent sous le contrôle du Conseil d'administration de l'AFT.

IV. JUGE-ARBITRAGE ET ARBITRAGE

Article 10 - Juges-arbitres et arbitres

1° Juges-arbitres

Pour assurer l'organisation des compétitions officielles, l'A.F.T. dispose des juges-arbitres officiels suivants :

1. Juges-arbitres certifiés par l'A.T.P., l'I.T.F. et la W.T.A. ;
2. Juges-arbitres nationaux ;

3. Juges-arbitres régionaux ;
4. Juges-arbitres clubs.

Les conditions de nomination et de maintien sont reprises dans le document "Le juge-arbitrage".

2° Arbitres

Pour assurer l'organisation des compétitions officielles, l'A.F.T. dispose des arbitres suivants :

1. Arbitres certifiés par l'A.T.P., l'I.T.F. et la W.T.A. ;
2. Arbitres nationaux ;
3. Arbitres régionaux ;
4. Arbitres clubs.

Les conditions de nomination et de maintien sont reprises dans le document "L'arbitrage".

3° Chef des arbitres

Pour assurer l'organisation de certaines compétitions, la commission d'arbitrage de l'A.F.T. propose un chef des arbitres.

Obligations pour les clubs

Tout club qui compte :

1. Au maximum 100 membres (seniors) doit disposer d'un arbitre officiel parmi ses membres ;
2. De 101 à 300 membres (seniors) doit disposer de deux arbitres officiels parmi ses membres ;
3. Plus de 300 membres (seniors) doit disposer de trois arbitres officiels parmi ses membres.

Tout club qui n'a pas le nombre réglementaire d'arbitres en fonction est sanctionné comme suit :

1. S'il manque un arbitre, amende de 25 euros ;
2. S'il manque deux arbitres, amende de 50 euros ;
3. S'il manque trois arbitres, amende de 100 euros.

Pour organiser une compétition officielle, un club doit faire appel à un juge-arbitre officiel.

V. SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Article 11

Le secrétaire général dirige le secrétariat général.

Sauf dérogation expresse, le secrétaire général assiste de droit aux réunions de tous les comités et départements. Il peut néanmoins se faire remplacer par un membre de son staff compétent dans les matières traitées.

Il rédige les comptes-rendus des délibérations du conseil d'administration et du comité directeur. Il en adresse copie aux administrateurs qui disposent de dix jours pour formuler leurs remarques.

Il est responsable de la rédaction du magazine officiel.

VI. TRÉSORIER

Article 12

Le trésorier est nommé par le conseil d'administration.

Il administre les biens de l'A.F.T. Il veille à la rentrée régulière des recettes et de toute somme due à l'A.F.T. ; il en donne quittance. Il tient une comptabilité des recettes et des dépenses.

Il ne peut effectuer que les dépenses qui découlent de l'application des règlements ou des décisions de l'assemblée générale. Pour toute autre dépense, il doit obtenir l'autorisation préalable du comité compétent. Il ne fait aucune dépense sans en exiger quittance.

Le trésorier arrête les comptes au 31 décembre et les présente au plus tard le 15 février au conseil d'administration, avant examen par les vérificateurs aux comptes.

Article 13 - Vérification des comptes

Les vérificateurs aux comptes sont nommés par l'assemblée générale ; ils vérifient les comptes à la fin de l'exercice et font rapport au conseil d'administration et à l'assemblée générale.

VII. DIRECTION SPORTIVE

Article 14

Le directeur sportif et le directeur technique sont nommés par le conseil d'administration.

La direction sportive est composée :

1. D'un administrateur par région ;
2. Du directeur sportif ;
3. Du ou des directeur(s) technique(s).
4. Du secrétaire général.

La direction sportive a notamment comme missions :

1. L'étude, l'analyse et l'organisation de l'encadrement sportif ;
2. La formation et l'encadrement des élites et des espoirs ;
3. La direction et la formation des jeunes talents ;
4. La formation des cadres sportifs ;
5. La préparation des réunions du comité national juniors ;
6. La bonne organisation de l'enseignement du tennis.

Article 15 - Les enseignants du "tennis"

- a) La formation des enseignants est du ressort de la direction sportive qui a été désignée comme opérateur de formation pour les cours spécifiques « Tennis » par la Fédération Wallonie/Bruxelles (Direction générale du sport).
- b) Catégories d'enseignants et compétences :
 - 1° Animateur
 - 2° Moniteur "initiateur"
 - 3° Moniteur « initiateur expert pédagogique »
 - 4° Moniteur « expert directeur école tennis loisir »
 - 5° Moniteur « initiateur expert handisport »
 - 6° Moniteur « éducateur »
 - 7° Moniteur « éducateur expert pédagogique »

Les compétences en rapport avec ces différentes catégories d'enseignants sont consultables sur le site Internet de l'A.F.T.

- c) Obligations pour les clubs

Seuls les enseignants possédant un titre reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles (Direction générale du sport) sont autorisés à enseigner le tennis dans les clubs.

VIII. MEMBRES EFFECTIFS

Article 16 - Conditions d'affiliation

Tout club qui désire s'affilier à l'A.F.T. transmet au secrétaire de l'association régionale dans laquelle se situent ses installations, en même temps que sa demande d'admission :

- 1° Sa dénomination : elle doit être différente de celle des clubs déjà affiliés à l'A.F.T. Seuls les clubs dont l'accès est réservé exclusivement aux membres d'une entreprise, d'une société, ... peuvent prendre la dénomination de cette entreprise, de cette société, ... ;
- 2° Deux exemplaires de ses statuts et/ou de son règlement d'ordre intérieur ;
- 3° La composition de son comité ; toutes les personnes faisant partie du comité doivent être affiliées même si elles ne pratiquent pas le tennis : le conseil d'administration a le droit de faire contrôler cette liste et de refuser l'affiliation de personnes inscrites, en motivant sa décision ;
- 4° Une déclaration par laquelle son président et son secrétaire adhèrent, sans restriction aucune, aux statuts et règlements de l'A.F.T. Cette déclaration comporte notamment :
 1. l'engagement formel de ne pratiquer leurs activités sportives que dans des infrastructures sportives équipées d'un DEA et de veiller à l'information et à la formation régulière à l'usage du DEA ainsi que de faire participer des membres du club et/ou de l'organisation à cette formation.
 2. l'engagement formel d'affilier à l'A.F.T. tous les joueurs pratiquant le tennis dans leurs installations même s'ils ne disputent pas des compétitions.
 3. l'engagement formel d'habiliter, lors de l'affiliation sportive de tout sportif mineur, un membre du personnel de l'encadrement pour assister ce sportif lors des contrôles antidopage, en l'absence de son représentant légal sur les lieux du contrôle.

4. l'engagement d'être dirigé, conformément à leurs statuts et/ou à leur règlement d'ordre intérieur par un comité composé d'affiliés élus par les affiliés en ordre d'affiliation ou par leurs représentants légaux ; une personne du comité au moins, ou son représentant légal, doit être un sportif actif au sein du club.
- 5° Une déclaration par laquelle son président et son secrétaire s'engagent à ne jamais partager les installations du club (courts, vestiaires, club-house, ...) avec un club de tennis non affilié, sauf dérogation accordée par le conseil d'administration ;
- 6° Des renseignements généraux, tels que :
 1. L'emplacement du club ;
 2. Un plan du terrain, sur lequel se trouve(nt) le(s) court(s) ;
 3. Le nombre de courts dont il dispose ;
 4. La nature du revêtement des courts ;
 5. Les numéros de téléphone des installations, du club-house et du secrétariat ;
- 7° Une provision de 250 euros qui servira d'acompte au montant dû pour les affiliations de la première année. Si le montant dû n'atteint pas 250 euros, le solde reste acquis à l'A.F.T ;
- 8° Une déclaration par laquelle il s'engage formellement à rembourser dès son affiliation les dettes contractées envers l'A.F.T. et le comité régional par le ou les clubs dont il reprend le matricule et/ou les installations.

L'A.F.T. s'interdit d'admettre des clubs qui utiliseraient le sport à des fins politiques, commerciales, linguistiques ou confessionnelles. Elle s'interdit dans ses réunions toutes discussions ou décisions qui tendraient au même but.

Le secrétaire régional transmet le dossier du club au secrétariat général avec l'avis du comité régional.

L'admission d'un nouveau club est provisoirement décidée par le conseil d'administration et doit être entérinée par l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut, avec l'accord des associations régionales concernées, affilier un club dans la région qui jouxte ses installations.

Article 17 - Démission - exclusion des membres

Tout club est libre de se retirer de l'A.F.T. La demande de démission signée par une personne possédant le droit d'engager le club doit être adressée au secrétaire de l'association régionale. Celui-ci transmet le dossier à l'A.F.T. avec avis du comité régional.

La démission ne peut être acceptée tant que le club concerné n'a pas payé à l'A.F.T. ou à la région le montant dû pour les affiliations ou autres redevances.

Est réputé démissionnaire le club qui ne remplit pas les obligations qui lui incombent.

L'exclusion d'un club ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées. Le conseil d'administration peut cependant prononcer la suspension provisoire d'un club et proposer à l'assemblée générale suivante de ratifier cette décision.

Les membres démissionnaires ou exclus n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé ou reddition de compte, ni apposition de scellés ou inventaire. Les ayants droit des membres décédés ou de tout autre organisme qui vient à se dissoudre n'ont aucun droit sur l'actif social.

Article 18 - Partage des installations

Un club ne peut pas partager ses installations (courts, vestiaires, club-house, ...) avec un club de tennis non affilié, sauf dérogation accordée par le conseil d'administration.

Article 19 - Cotisations : affiliations :

Les clubs de tennis paient à l'A.F.T. :

- 1° Une cotisation annuelle de 50 euros ;
- 2° Une participation financière annuelle de 75 euros pour les frais de maintenance de l'outil informatique ;
- 3° Pour chaque membre du comité et pour chaque joueur, les clubs paient le montant de la cotisation fixée par l'assemblée générale.

Pour la saison 2016 :

- pour un senior : 22,65 euros (né en 1999 ou avant)
- pour un junior : 15,40 euros (né entre 2000 et 2006)
- pour un benjamin : 4,20 euros (né en 2007 et après)
- pour un jeune de 16 ans ou moins prenant uniquement des cours de tennis : 2 euros (voir article 27)

Pour la saison 2017 :

- pour un senior : 24,15 euros (né en 2000 ou avant)
- pour un junior : 16,40 euros (né entre 2001 et 2007)
- pour un benjamin : 4,70 euros (né en 2008 et après)
- pour un jeune de 16 ans ou moins prenant uniquement des cours de tennis : 2 euros (voir article 27)

Le coût de l'assurance prévue à l'article 9 des statuts est inclus dans le montant de cette cotisation.

A partir de 2018, ce montant sera indexé suivant la formule :

T = année

S = montant de l'affiliation senior

J = montant de l'affiliation junior

J9 = montant de l'affiliation jeune 9 ans ou moins

JET = montant de l'affiliation jeunes de 16 ans ou moins prenant uniquement des cours de tennis

$$S T = \frac{24,15 \times \text{Indice prix septembre T-1}}{\text{Indice prix septembre 2016}}$$

$$J T = \frac{16,40 \times \text{Indice prix septembre T-1}}{\text{Indice prix septembre 2016}}$$

$J9 T = 4,70 \times \text{Indice prix septembre T-1}$

Indice prix septembre 2016

$JET = 2 \times \text{Indice prix septembre T-1}$

Indice prix septembre 2016

Le résultat obtenu à l'issue de l'opération est arrondi mathématiquement à la deuxième décimale après la virgule.

Exemples

18,78 = 18,80

18,72 = 18,70

18,73 = 18,75

L'augmentation obtenue ne peut pas excéder 5 %.

Toutes les cotisations dues sont recouvrées par le club et versées à l'A.F.T.

A cette obligation imposée aux clubs de payer la cotisation pour tous ses membres, joueurs ou non joueurs, il n'est fait exception que pour les membres du comité et les joueurs inscrits à plusieurs clubs, auquel cas la cotisation est due par celui pour lequel ils participent aux interclubs ou, s'ils ne participent pas aux interclubs, par celui qu'ils désignent lors de leur inscription.

Le conseil d'administration et les comités régionaux ont le droit de contrôler la comptabilité des clubs affiliés dans le but de relever la liste complète de leurs joueurs.

4° A l'occasion de toute compétition régionale, nationale ou internationale, ainsi que de toute exhibition :

- Une redevance de 10 % sur le montant des inscriptions des joueurs (la redevance est due pour tous les joueurs, même si certains n'acquittent pas le droit d'inscription) ;
- Une redevance de 10 % sur la recette brute des entrées.

Ces redevances sont dues pour les compétitions patronnées par l'A.F.T. Toutefois, elles ne sont pas dues pour :

- Les éliminatoires régionales des championnats-;
- Les épreuves réservées aux jeunes ;
- Les tournois intimes, c'est-à-dire les tournois réservés exclusivement aux membres du club.

Les clubs qui mettent des courts en location ou à disposition en vue de l'organisation d'une compétition paient les mêmes redevances.

Le conseil d'administration peut exceptionnellement dispenser un organisateur du paiement de la redevance ou réduire celle-ci. Cette dispense doit être demandée par écrit au secrétaire général au plus tard quinze jours avant le début de la compétition.

L'organisateur d'un circuit (national, A.T.P., W.T.A., ...), d'une exhibition ou d'épreuves à étapes multiples doit verser à l'A.F.T. une redevance dont le montant est fixé par le conseil d'administration de l'A.F.T.

5° Le coût des abonnements au magazine officiel.

6° Le coût des annuaires.

Article 20 - Délais de paiement et sanctions

1° Redevances

Pour le 15 avril au plus tard, chaque club doit verser les montants prévus à l'article 21 (1° et 2°).

2° Cartes d'affiliation

Pour le 15 avril au plus tard, chaque club verse un acompte sur les cartes d'affiliation de l'année en cours. Cet acompte est égal au tiers du montant payé pour les cartes d'affiliation de l'année précédente.

Pour le 15 juillet au plus tard, chaque club verse le solde du montant dû pour les cartes d'affiliation séniors, juniors et benjamins reçues jusqu'au 31 mai.

Pour le 30 novembre au plus tard, chaque club solde le montant dû pour les cartes d'affiliation reçues jusqu'au 30 septembre.

3° Redevances tournois

Ces redevances doivent être payées dans les quinze jours qui suivent la fin du tournoi.

4° Abonnements au magazine officiel

Le paiement du coût des abonnements doit être exécuté pour le 15 avril au plus tard.

5° Annuaires

Le paiement du coût du ou des annuaire(s) doit être exécuté pour le 15 juillet au plus tard.

6° Amendes

Les amendes doivent être payées dans les quinze jours de leur notification.

7° Extrait de compte

Un extrait de compte arrêté au 31 mars, au 30 juin, au 15 novembre et au 31 décembre est envoyé aux clubs.

A défaut de paiement à la date imposée, le montant dû est automatiquement majoré de 5 %. Ce nouveau montant doit être versé dans les quinze jours. Passé ce délai, la somme due est majorée de 10 % et le conseil d'administration peut prononcer la suspension du club.

Après apurement de la dette, il peut lever la suspension.

Tout club qui, le 31 décembre, n'a pas soldé son compte arrêté au 15 novembre ne peut, l'année suivante, ni participer aux interclubs ni organiser de tournoi.

Les sanctions suivantes sont appliquées aux clubs qui ne respectent pas l'obligation d'affilier les membres du comité ainsi que tous les joueurs pratiquant le tennis dans leurs installations :

Première infraction : amende de 250 euros, paiement de l'affiliation des membres non affiliés et pas d'organisation de tournoi durant la saison qui suit la constatation de l'infraction ;

Seconde infraction : amende de 500 euros, paiement de l'affiliation des membres non affiliés et pas d'organisation de tournoi ni de participation aux interclubs durant la saison qui suit la constatation de l'infraction.

IX. ASSOCIATIONS RÉGIONALES

Article 21

Le nombre et la compétence territoriale d'associations régionales sont déterminés par l'assemblée générale de l'A.F.T.

Article 22

Elles sont dirigées par un conseil d'administration dénommé comité régional.

Les statuts des régions constituées en A.S.B.L. doivent se conformer aux statuts et au règlement d'ordre intérieur de l'A.F.T.

Il y a actuellement, dans la région francophone, quatre associations régionales, à savoir :

- 1° Région du Brabant francophone : cette région comprend les clubs affiliés de la province du Brabant et de la région de Bruxelles-Capitale ;
- 2° Région du Hainaut : cette région comprend les clubs affiliés de la province du Hainaut ;
- 3° Région de Liège : cette région comprend les clubs affiliés de la province de Liège ;
- 4° Région de Namur-Luxembourg : cette région comprend les clubs affiliés des provinces de Namur et de Luxembourg.

Le conseil d'administration de l'A.F.T. peut décider du rattachement, à titre provisoire ou définitif, de certains clubs à une autre région. Cette décision ne peut être prise qu'avec l'accord préalable des deux comités régionaux concernés.

L'admission de nouvelles associations régionales résultant de la scission d'une association régionale existante est du ressort de l'assemblée générale de l'A.F.T.

Chaque association régionale comprend des membres à savoir les clubs de la région admis comme membres effectifs à l'A.F.T.

Article 23 - Assemblée générale

Composition et compétences

L'assemblée générale est constituée des membres.

Elle est régulièrement constituée quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Elle est dirigée par le président du comité régional ou, à son défaut, par le vice-président ou, à défaut de ce dernier, par le plus ancien membre du comité régional. Le président ou son remplaçant a le droit de clore les discussions s'il estime que l'assemblée est suffisamment informée.

Les règles concernant la représentation des clubs à l'assemblée générale, le nombre de voix, les procurations, ... sont identiques aux règles d'application à l'A.F.T. (voir statuts de l'A.F.T.).

Date, lieu, convocation

L'assemblée générale régionale se réunit au local indiqué dans les avis de convocation, chaque année, au plus tard au cours de la première quinzaine de février.

Elle est convoquée à l'initiative de l'association régionale, conformément à ses statuts.

Propositions et interpellations

Pour être présentées valablement à l'assemblée générale régionale, les propositions doivent émaner d'un club affilié et être introduites par lettre recommandée auprès du secrétaire régional concerné avant le 15 janvier.

Pour être présentées valablement à l'assemblée générale régionale, les demandes d'interpellation circonstanciées doivent émaner d'un club affilié et être introduites par lettre recommandée auprès du secrétaire régional, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale régionale.

Le comité régional peut refuser de discuter d'une interpellation si celle-ci n'a pas été introduite dans les délais réglementaires.

Ordre des travaux

L'ordre des travaux de l'assemblée générale régionale comprend notamment les points suivants :

- 1° Vérification des pouvoirs des délégués ;
- 2° Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire de l'année précédente ;
- 3° Allocution du président ;
- 4° Rapport du secrétaire ;
- 5° Rapport du trésorier ;
- 6° Rapport des vérificateurs aux comptes ;
- 7° Approbation des comptes et décharge aux administrateurs et aux vérificateurs aux comptes ;
- 8° Approbation du budget de l'année en cours ;
- 9° Nomination des vérificateurs aux comptes ;
- 10° Election des membres du comité régional (suivant le roulement établi) ;
- 11° Examen des propositions de modifications aux statuts :
 - de l'A.F.T. ;
 - de l'association régionale (avec décisions) ;
- 12° Interpellations et divers.

Décisions

Sauf dans le cas où une majorité spéciale est requise par la Loi, les résolutions sont prises à la majorité des voix de l'ensemble des membres présents ou représentés. En cas de parité de voix, la proposition est rejetée.

Assemblée générale extraordinaire

Le comité régional peut convoquer une assemblée générale extraordinaire. Il est tenu de la réunir sur la demande écrite d'un cinquième du nombre total de voix des membres. Cette demande doit indiquer les points à porter à l'ordre du jour.

Article 24 - Comité régional

Composition

Chaque association régionale est dirigée par un comité régional composé de quatre à sept membres, élus par l'assemblée générale des membres de la région.

Durée et vacance du mandat

Les membres sont nommés pour quatre ans et les mandats sont renouvelables par moitié tous les deux ans.

Un comité régional ne peut pas comprendre plus de deux membres du même club.

Les mandats sont renouvelables. Si, pour quelque raison que ce soit, un membre voit son mandat au sein du comité régional prendre fin, l'assemblée générale régionale suivante pourvoit à son remplacement suivant la même procédure que celle utilisée lors de l'élection des membres du comité régional ; le membre ainsi désigné achève le mandat de son prédécesseur.

Candidatures

Les candidatures doivent être introduites auprès du secrétaire régional concerné, au plus tard trente jours avant la date fixée pour l'assemblée générale régionale.

Seuls les clubs affiliés de la région ayant droit de vote aux assemblées générales régionales ont le droit de présenter des candidats.

Les comités régionaux communiquent aux clubs de leur région le nom des candidats, au moins quinze jours avant la date de l'assemblée générale régionale.

Election

Lors de l'élection des membres du comité régional, tout bulletin de vote est valable, quel que soit le nombre de voix exprimées, pour autant qu'il ne comporte pas plus de voix que le nombre de mandats à conférer.

Sont élus les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix et au moins 35 % du nombre total de voix présentes ou représentées.

Nomination du président et du vice-président

Le président et le ou les vice-président(s) sont nommés par le comité régional au sein du comité pour une durée de deux ans, sauf avis contraire du comité régional.

Missions

Le comité régional est chargé notamment :

1. D'aider le conseil d'administration à remplir ses missions ;
2. De promouvoir le tennis ;
3. D'organiser les éliminatoires régionales des championnats officiels ;
4. D'organiser les interclubs, divisions régionales ;
5. D'organiser et de contrôler les compétitions régionales ;
6. De veiller à l'application des statuts et règlements de l'A.F.T., et plus particulièrement des dispositions réglementaires en matière d'affiliation ;
7. De faire appliquer les règles du jeu de la Fédération Internationale de Tennis ;
8. De conseiller les clubs pour l'aménagement et l'amélioration de leurs installations ;
9. De trancher tout différend surgissant à l'occasion de rencontres ou de championnats régionaux ;
10. De créer des commissions et de leur confier des tâches précises ;
11. De désigner les membres des diverses commissions régionales ;
12. De proposer chaque année au conseil d'administration les membres des départements A.F.T. et des commissions F.R.B.T.

X. JOUEURS

Article 25 - Affiliation

La carte d'affiliation est délivrée par le secrétaire régional concerné. Elle est valable du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante.

La carte est renouvelable chaque année.

Le modèle de carte ainsi que les mentions qui doivent y figurer sont définis par le conseil d'administration de l'A.F.T.

Les joueurs affiliés entre le 1^{er} octobre de l'année T et le 30 septembre de l'année T+1 reçoivent une carte d'affiliation valable depuis le moment de l'affiliation jusqu'au 31 mars de l'année T+2.

Le texte imprimé est rédigé uniquement en langue française.

Les cartes dûment complétées par l'ordinateur suivant la liste des joueurs de l'année précédente (avec nom, prénom et classement du joueur) sont envoyées aux clubs par le secrétaire régional.

Les cartes inutilisées (joueurs ayant démissionné, ...) doivent être retournées pour le 31 mai au plus tard (la date de la poste faisant foi) au secrétariat régional.

Pour les nouveaux joueurs du club et pour les anciens qui se réaffilient après le renvoi des cartes inutilisées au secrétariat régional, une demande d'affiliation (par joueur) est introduite suivant les directives de l'A.F.T.

La carte est remise au joueur et lui sert de preuve de son affiliation. Elle lui permet de participer aux compétitions internationales et aux compétitions nationales, organisées ou patronnées par la F.R.B.T., par l'A.F.T. ou par Tennis Vlaanderen.

Tout détenteur d'une carte d'affiliation bénéficie des avantages de la police d'assurance collective contre les accidents, souscrite par l'A.F.T.

Le domicile officiel du joueur est celui qui a été communiqué par le club ou par l'affilié.

Un joueur ne peut disposer que d'une seule carte d'affiliation.

Exception

Les jeunes (16 ans ou moins) qui prennent des cours ou suivent un stage dans une école de tennis et ne jouent au tennis dans un club affilié à aucune autre occasion sont repris dans un registre conservé au club et leur nombre est communiqué à l'A.F.T. Ils bénéficient de l'assurance collective contre les accidents souscrite spécifiquement par l'A.F.T. mais uniquement pendant les heures de cours ou de stage prises à l'école de tennis (cf. espace Joueurs, onglet Documents/Assurance sur www.aftnet.be).

S'ils souhaitent jouer en dehors des heures de cours de l'école (tennis-loisir ou en compétition), ils doivent s'adresser au secrétaire du club qui fera les formalités nécessaires auprès du secrétaire régional.

Coût pour les jeunes de 16 ans maximum qui suivent des cours dans une école de tennis et ne jouent au tennis à aucun autre moment dans un club : 2 euros indexés (voir article 21), assurance comprise.

Article 26 - Démission

A la fin de chaque saison, les clubs sont tenus d'informer leurs joueurs de la date extrême de réception des lettres de démission prévue dans leurs statuts ou dans leur règlement d'ordre intérieur. A l'expiration de cette date, aucune démission n'est plus recevable et la cotisation reste due, même si le joueur ne fréquente plus ou n'a plus fréquenté le club.

Toute personne redevable de cotisation à un club ne peut être admise dans un autre club, avant d'avoir apuré sa dette. Toutefois, il ne peut lui être réclamé plus de deux années de cotisation. Pour le 1^{er} décembre au plus tard, les secrétaires des clubs communiquent la liste des personnes concernées au secrétaire régional, qui peut en avvertir chaque club. Ils l'informent du paiement des sommes dues.

Aucune suite n'est donnée aux réclamations des clubs qui ne se sont pas conformés aux prescriptions mentionnées ci-dessus.

Article 27 - Transfert

Tout joueur ayant participé à une rencontre interclubs ("être inscrit sur la feuille de résultats") la saison précédente doit demander son transfert s'il désire défendre les couleurs d'un autre club dès le 1^{er} avril. A cet effet, il doit adresser un formulaire de transfert dûment complété (signatures du joueur et du secrétaire du nouveau club) au secrétariat régional de la région à laquelle appartient son nouveau club, pour le 15 janvier au plus tard, la date de la poste faisant foi ou via tout autre moyen mis en place par l'A.F.T.

La période des transferts commence le 15 décembre et se termine le 15 janvier. Toutefois, si le 15 janvier est un samedi ou un dimanche, la date limite est automatiquement reportée au lundi, la date de la poste faisant foi.

Seules les demandes de transfert introduites au moyen du formulaire officiel de l'A.F.T. ou de Tennis Vlaanderen ou via tout autre moyen mis en place par l'A.F.T. sont valables. Une seule demande de transfert peut être introduite.

Le transfert et l'inscription dans un autre club peuvent être refusés soit si le joueur n'est pas en règle de cotisation vis-à-vis du club qu'il quitte (voir article 28 du règlement d'ordre intérieur), soit si le joueur a des dettes (location de courts et/ou entraînements et/ou droit d'inscription dans une compétition), envers le club qu'il quitte. Il appartient au club de produire les preuves incontestables de ces dettes.

Pour rappel, pour le 1^{er} décembre au plus tard, les secrétaires des clubs communiquent la liste des personnes concernées au secrétaire régional, qui peut en avertir chaque club. Ils l'informent du paiement des sommes dues.

Pour les joueurs âgés de moins de 18 ans, la signature des parents (ou de toute personne en charge d'administration légale du mineur) est exigée.

Le membre d'un club suspendu, démissionnaire ou qui cesse ses activités peut, même si la période des transferts est dépassée, participer la même année aux interclubs pour un autre club, pour autant que le club suspendu, démissionnaire ou qui cesse ses activités, n'ait pas rentré de liste d'engagement interclubs pour cette année.

Aucune indemnité, de quelque nature qu'elle soit, ne peut être ni demandée ni versée à l'occasion d'un transfert.

En cas d'infraction à la règle décrite ci-dessus, les sanctions décrites à l'article 31 des statuts sont appliquées.

Article 28 - Surveillance médicale

L'A.F.T. soumet à une surveillance médicale régulière les affiliés qui pratiquent une activité sportive, pour autant que le niveau de pratique nécessite un effort physique intense. L'A.F.T. détermine la fréquence des examens médicaux en liaison avec le niveau de pratique.

1. Lors de chaque saison tennistique (du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante), avant de participer à une compétition officielle (championnat, interclubs ou tournoi), tout affilié doit faire parvenir au secrétariat régional un certificat médical attestant qu'il est apte à la pratique du tennis. Cet article n'est pas d'application en 2016.
2. Il est conseillé à tous les joueurs de 45 ans et plus, ainsi qu'aux joueuses de 40 ans et plus de passer, tous les trois ans minimum, un test cardiologique d'effort.
3. Pour les jeunes non repris dans une structure officielle : au-delà d'une participation à dix tournois la même année ou si le joueur participe à des compétitions dans une catégorie d'âge supérieure, il lui est conseillé de passer un examen complémentaire à l'examen de base. Cet examen comprend au moins un test biométrique et un test dynamique de récupération.
4. Pour les jeunes repris dans les structures officielles A.F.T. :
 - 1^o Au centre Tennis-études Armand CROMBEZ à MONS :

Bilan médical complet + biométrie ;

Bilan ostéo + chaînes musculaires ;

Test de terrain par le médecin fédéral avec préparateur physique et entraîneurs.

- 2^o Dans les centres régionaux :

Bilan médical complet réalisé selon un protocole d'examen établi par la commission médicale.

Cet examen est passé dans un centre reconnu.

Les résultats des examens sont centralisés en un seul et même endroit.

5. Pour les jeunes repris dans les sections "compétitions" des écoles privées :

Bilan médical complet réalisé selon un protocole d'examen établi par la commission médicale.

Cet examen est passé dans un centre reconnu.

XI. PUBLICATIONS

Article 29 - Magazine officiel

Le conseil d'administration édite un magazine officiel, auquel les clubs affiliés doivent s'abonner, en souscrivant un nombre d'abonnements déterminé au prorata du nombre de leurs membres au 30 septembre de l'année précédente, soit :

Jusqu'à 50 membres :	un abonnement ;
De 51 à 100 membres :	deux abonnements ;
De 101 à 300 membres :	trois abonnements ;
De 301 à 700 membres :	quatre abonnements ;
De 701 à 1.000 membres :	cinq abonnements ;

Ensuite, un abonnement supplémentaire par tranche de 400 membres au-dessus de 1.000 membres.

Article 32 - Annuaire

Les clubs peuvent consulter sur le site de l'A.F.T. (www.aftnet.be) :

- La liste des départements de l'Association Francophone de Tennis
- La liste des comités et commissions de la Fédération Royale Belge de Tennis ;
- Les Statuts et Règlement d'ordre intérieur de l'Association Francophone de Tennis et de la Fédération Royale Belge de Tennis ;
- Les règlements sportifs ;
- Le calendrier des tournois ;
- La liste des juges-arbitres et arbitres ;
- La liste des enseignants diplômés.

Les clubs peuvent imprimer ces documents.

L'annuaire est également disponible sur papier. Chaque club reçoit un exemplaire gratuit et peut recevoir d'autres exemplaires moyennant paiement du montant fixé chaque année par le secrétariat général.

XII. COMPÉTITIONS

Article 31 - Réglementation

Les règles du jeu de la Fédération Internationale de Tennis sont de stricte application.

Article 32 - Championnats et interclubs

Chaque année :

1. La ligue organise les Championnats de l'Association Francophone de Tennis, le tour final "Ligue" des Championnats des jeunes dénommés Coupe de Borman et le tour final des interclubs jeunes ;

2. Les associations régionales organisent les éliminatoires régionales des Championnats "Jeunes" dénommés Coupe de Borman, les éliminatoires régionales des Championnats de l'Association Francophone de Tennis et les éliminatoires régionales des interclubs.

Article 33 - Tournois

Demande d'organisation

Toute organisation tennistique, de quelque nature qu'elle soit, à l'exclusion des tournois intimes (c'est-à-dire réservés uniquement aux joueurs du club qui les organise), doit recevoir l'autorisation du comité régional concerné.

Les documents relatifs aux tournois (affiches, invitations, règlement du tournoi, ...) doivent être présentés pour approbation au secrétariat régional au moins trente jours avant le début du tournoi. Ils doivent mentionner que les épreuves sont organisées sous le patronage de l'A.F.T.

Le comité régional applique :

1. Une amende minimale de 100 euros au club qui, sans l'autorisation du comité régional concerné, organise un tournoi ou prête ses installations pour quelque manifestation que ce soit. Le club contrevenant peut en outre être suspendu.
2. Une amende minimale de 100 euros aux clubs qui publient des documents non approuvés par le secrétariat régional.

Droit d'inscription

Chaque comité régional détermine le montant maximum du droit d'inscription des tournois.

Le montant de l'inscription est dû même en cas de w.o.

Participation

- 1° Seuls les affiliés à l'A.F.T. ou à Tennis Vlaanderen peuvent prendre part aux manifestations organisées par les clubs affiliés.

Les joueurs de nationalité étrangère qui souhaitent participer aux manifestations organisées par les clubs affiliés doivent être affiliés à l'A.F.T. ou à Tennis Vlaanderen. Le conseil d'administration peut accorder des dérogations.

Le club est responsable de l'application de cette règle.

Les participants sont tenus de présenter spontanément un document officiel qui permet de contrôler leur identité au juge-arbitre.

A toute compétition, le conseil d'administration peut déléguer un représentant pour effectuer le contrôle des affiliations.

- 2° Tout joueur peut s'inscrire à un maximum de deux tournois et quatre catégories dont les finales sont programmées la même semaine. Le juge-arbitre peut néanmoins limiter le nombre de catégories par tournoi.

Une suspension minimale de quinze jours est automatiquement infligée à tout joueur inscrit dans trois tournois ou plus, dont les finales sont programmées la même semaine.

La période de suspension est fixée par la chambre de discipline dont dépend le joueur. Le secrétaire de la chambre de discipline en informe le joueur par lettre recommandée.

- 3° A l'occasion des championnats, en cas de limitation du nombre d'inscriptions, le règlement mentionne les critères pris en considération pour déterminer les joueurs acceptés.

Non-paiement du droit d'inscription

Interclubs :

Le joueur qui n'a pas payé, au 15 octobre de l'année en cours, le droit d'inscription à une compétition à laquelle il s'était inscrit ou à un stage organisé par l'A.F.T. ne peut être admis aux interclubs des années suivantes tant qu'il n'a pas acquitté sa dette.

Autres compétitions :

Le joueur qui n'a pas payé son droit d'inscription à une compétition à laquelle il s'était inscrit ou à un stage organisé par l'A.F.T. ne peut être admis à aucune autre compétition tant qu'il n'a pas acquitté sa dette.

Les secrétaires des clubs communiquent la liste des joueurs concernés au secrétaire régional, qui peut en avertir chaque club. Ils l'informent du paiement des sommes dues.

Walk-over

Le walk-over (w.o.) non excusé est interdit.

Tout joueur qui déclare w.o. ou est déclaré w.o. dans deux tournois, est sanctionné d'une suspension minimale de quinze jours, pour autant que :

1. Son inscription puisse être prouvée par le juge-arbitre (soit inscription par écrit ou par voie informatique (www.tournoi.org), soit le joueur a déjà disputé un match) ;
2. La chambre de discipline concernée n'admette pas le motif invoqué par le joueur pour expliquer sa défection.

Pour tout w.o., le juge-arbitre doit faire parvenir au secrétariat régional un rapport circonstancié. Le secrétaire transmet le rapport à la chambre de discipline concernée qui décide du bien-fondé du motif invoqué par le joueur.

La durée et la période de suspension sont fixées par la chambre de discipline dont dépend le joueur. Le secrétaire de cette chambre de discipline en informe le joueur par lettre recommandée.

Cette règle est applicable uniquement aux catégories de simples.

Tableaux

Les tableaux de toutes les catégories organisées en simple et en double doivent être transmis au secrétariat régional, en respectant ses directives.

Exhibitions

En plus des conditions spécifiées pour l'organisation de tournois, la demande d'organisation doit mentionner :

1. Le jour et l'heure de la manifestation et à quelle occasion elle est organisée ;
2. Le programme des matches, les noms des participants et des réserves, ainsi que celui du juge-arbitre ;

3. Le prix des entrées ;
4. Le projet, avant impression, des programmes et des affiches ;
5. Une déclaration écrite du président du comité organisateur responsable, s'engageant à respecter les règlements de la Fédération Royale Belge de Tennis et de l'Association Francophone de Tennis.

Dans le cas où l'exhibition est organisée entre deux joueurs de la région du club concerné, la demande doit parvenir au secrétariat régional. Dans les autres cas, la demande est adressée au secrétariat général.

Article 34 - Compétitions (exhibitions, tournois, concours, ...) organisées par un club non affilié

Aucun membre de l'A.F.T. ne peut prêter son aide, sous quelque forme que ce soit, ni participer à une compétition organisée par un club non affilié ou non reconnu soit par l'A.F.T., soit par Tennis Vlaanderen, sans autorisation du conseil d'administration.

Article 35 - Faillite de l'organisateur d'une compétition

L'A.F.T. ne peut, en aucun cas, être rendue responsable du non-paiement du prize-money annoncé par un organisateur. En aucun cas, elle ne peut être astreinte à pallier la défection de cette organisation.

Un organisateur d'une compétition, d'une exhibition ou de toute autre manifestation tennistique qui a failli, ne peut plus organiser de compétition, d'exhibition ou toute autre manifestation tennistique, avant d'avoir remboursé toutes les sommes dues.

Article 36 - Balles

Pour les matches officiels (championnats, interclubs, tournois, exhibitions, ...), seules les balles dont les marques sont reconnues par la Fédération Internationale de Tennis peuvent être utilisées

XIII. DIVERS

Article 37 Règlement anti-dopage

Par leur affiliation, les membres licenciés reconnaissent qu'ils ont parfaite connaissance du décret de la Communauté française du 20 octobre 2011, modifié par le décret du 19 mars 2015, relatif à la lutte contre le dopage et qu'ils ont pris connaissance et acceptent le règlement antidopage de l'AFT et le règlement de procédure de la C.I.D.D. (Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage - asbl), instance disciplinaire en matière de violation des règles antidopage, à laquelle l'AFT est affiliée.

Ils acceptent irrévocablement que toutes les poursuites disciplinaires pour fait de dopage, tel que défini par le décret de la Communauté française du 20 octobre 2011 et le règlement antidopage de l'AFT soient portées devant la C.I.D.D

Conformément à l'article 28 des statuts, les dispositions en termes de dopage ont été actualisées.

Titre I: Définition

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1° absence de faute ou de négligence : démonstration, par le sportif ou l'autre personne, du fait qu'il/elle ignorait, ne soupçonnait pas ou n'aurait pas pu raisonnablement savoir ou soupçonner, même en faisant preuve de la plus grande vigilance, qu'il/elle avait utilisé ou s'était fait administrer une substance interdite ou une méthode interdite ou avait commis d'une quelconque façon une violation des règles antidopage. Sauf dans le cas d'un mineur, pour toute violation de l'article 6, 1° du décret, le sportif doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme ;

2° absence de faute ou de négligence significative : démonstration, par le sportif ou l'autre personne, telle que visée au 50°, du fait qu'au regard de l'ensemble des circonstances, et compte tenu des critères retenus pour l'absence de faute ou de négligence, sa faute ou sa négligence n'était pas significative par rapport à la violation des règles antidopage commise. Sauf dans le cas d'un mineur, pour toute violation de l'article 6, 1° du décret, le sportif doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme ;

3° activité sportive : toute forme d'activité physique qui, à travers une participation organisée ou non, a pour objectif l'expression ou l'amélioration de la condition physique et psychique, le développement des relations sociales ou l'obtention de résultats en compétition de tous les niveaux, à l'exclusion des activités physiques et/ou sportives qui sont organisées par les écoles, pratiquées et/ou organisées dans un cadre familial ou dans un cadre privé non accessible au public ;

4° ADAMS : système d'administration et de gestion antidopage, soit un instrument de gestion en ligne, sous forme de banque de données, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données, conçu pour aider l'AMA et ses partenaires dans leurs opérations antidopage en conformité avec la législation relative à la protection des données ;

5° administration : le fait de fournir, d'approvisionner, de superviser, de faciliter ou de participer de toute autre manière à l'usage ou à la tentative d'usage par une autre personne d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. Cependant, cette définition n'inclut pas les actions entreprises de bonne foi par le personnel médical et impliquant une substance interdite ou une méthode interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou bénéficiant d'une autre justification acceptable, et n'inclut pas non plus les actions impliquant des substances interdites qui ne sont pas interdites dans les contrôles hors compétition sauf si les circonstances, dans leur ensemble, démontrent que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive ;

6° aide substantielle : aux fins de l'article 10.6.1 du Code, la personne qui fournit une aide substantielle doit :

1) divulguer entièrement, dans une déclaration écrite signée, toutes les informations en sa possession en relation avec des violations des règles antidopage et

2) collaborer pleinement à l'enquête et à l'examen de toute affaire liée à ces informations, par exemple en témoignant à une audience si une organisation antidopage ou une instance d'audition le lui demande. De plus, les informations fournies doivent être crédibles et représenter une partie importante de toute affaire poursuivie ou, si l'affaire n'est pas poursuivie, elles doivent avoir constitué un fondement suffisant sur lequel une affaire pourrait reposer ;

7° AMA : l'Agence Mondiale Antidopage, fondation de droit suisse, créée le 10 novembre 1999 ;

8° annulation : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, a) ;

9° audience préliminaire : aux fins de l'article 7.9 du Code, portant sur les principes applicables aux suspensions provisoires, audience sommaire et accélérée, préalable à la tenue de l'audience prévue à l'article 8 du Code, qui implique la notification au sportif et lui donne la possibilité de s'expliquer par écrit ou d'être entendu ;

10° AUT : autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, permettant au sportif, après examen de son dossier médical, par la Commission instituée par l'article 8 du décret, d'utiliser, à des fins thérapeutiques, une substance ou une méthode reprise dans la liste des interdictions, dans le respect des critères suivants : a) la substance ou la méthode interdite en question est nécessaire au traitement d'une pathologie aiguë ou chronique telle que le sportif subirait un préjudice de santé significatif si la substance ou la méthode interdite n'était pas administrée ; b) il est hautement improbable que l'usage thérapeutique de la substance ou de la méthode interdite produise une amélioration de la performance au-delà de celle attribuable au retour à l'état de santé normal du sportif après le traitement de la pathologie aiguë ou chronique ; c) il ne doit pas exister d'alternative thérapeutique autorisée pouvant se substituer à la substance ou à la méthode interdite ; d) la nécessité d'utiliser la substance ou méthode interdite n'est pas une conséquence partielle ou totale de l'utilisation antérieure, sans AUT, d'une substance ou méthode interdite au moment de son usage ;

11° Code : Code mondial antidopage, adopté par l'AMA, le 5 mars 2003, à Copenhague, constituant l'appendice 1 de la Convention de l'UNESCO et ses modifications ultérieures ;

12° Comité International Olympique : en abrégé C.I.O., organisation internationale non gouvernementale, à but non lucratif, de durée illimitée, à forme d'association dotée de la personnalité juridique, reconnue par le Conseil fédéral suisse, conformément à un accord conclu en date du 1er novembre 2000 ;

13° Comité International Paralympique : en abrégé C.I.P., organisation internationale non gouvernementale, à but non lucratif, fondée le 22 septembre 1989 et dont le siège est situé à Bonn ; 14° Comité National Olympique : organisation reconnue à ce titre par le Comité International Olympique, soit, en Belgique, le Comité olympique et interfédéral belge, ci-après le « C.O.I.B » ;

15° compétition : une course unique, un match, une partie ou une épreuve unique. Par exemple, un match de basket-ball ou la finale du 100 mètres en athlétisme. Dans le cas des courses par étapes et autres épreuves où des prix sont décernés chaque jour ou au fur et à mesure, la distinction entre une compétition et une manifestation sera celle prévue dans les règles de la fédération internationale concernée ;

16° conséquences des violations des règles antidopage, ci-après « conséquences » : la violation, par un sportif ou une autre personne d'une règle antidopage peut avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

a) annulation : ce qui signifie que les résultats du sportif dans une compétition ou lors d'une manifestation sont invalidés, avec toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des médailles, points et prix ;

b) suspension : ce qui signifie qu'il est interdit au sportif ou à toute autre personne, en raison d'une violation des règles antidopage, de participer à toute compétition, à toute autre activité ou à tout financement pendant une période déterminée, conformément à l'article 10.12.1 du Code ;

c) suspension provisoire : ce qui signifie qu'il est interdit au sportif ou à toute autre personne de participer à toute compétition ou activité, dans le sens de l'article 10.12.1. du Code, jusqu'à la décision finale prise lors de l'audience prévue à l'article 8 du Code ;

d) conséquences financières : ce qui signifie l'imposition d'une sanction financière pour violation des règles antidopage ou pour récupérer les coûts liés à une violation des règles antidopage ;

e) divulgation publique ou rapporter au public : ce qui signifie la divulgation ou la distribution d'informations à des personnes autres que les personnes devant être notifiées au préalable, conformément à l'article 14 du Code. Les équipes, dans les sports d'équipe, peuvent également se voir imposer des conséquences, conformément aux dispositions de l'article 11 du Code ;

17° conséquences financières : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, d) ;

18° contrôle : partie du processus global de contrôle du dopage comprenant la planification de la répartition des contrôles, la collecte des échantillons, leur manipulation et leur transport au laboratoire ;

19° contrôle ciblé : contrôle programmé sur un sportif ou un groupe de sportifs spécifiquement sélectionnés en vue de contrôle à un moment précis, conformément aux critères repris dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes ;

20° contrôle du dopage : toutes les étapes et toutes les procédures allant de la planification de la répartition des contrôles jusqu'à la décision finale en appel, y compris toutes les étapes et toutes les procédures intermédiaires, par exemple la transmission d'information sur la localisation, la collecte des échantillons et leur manipulation, l'analyse de laboratoire, les AUT, la gestion des résultats et les audiences ;

21° contrôle en compétition : dans le but de différencier en compétition et hors compétition, et sauf disposition contraire à cet effet dans les règlements de la fédération internationale ou de l'organisation antidopage concernée, on entend un contrôle auquel doit se soumettre un sportif désigné à cette fin dans le cadre d'une compétition donnée dans la période indiquée au 28° ;

22° contrôle hors compétition : contrôle qui n'a pas lieu en compétition ;

23° contrôle inopiné : contrôle qui a lieu sans avertissement préalable du sportif et au cours duquel celui-ci est escorté en permanence, depuis sa notification jusqu'à la fourniture de l'échantillon ;

24° Convention de l'UNESCO : Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée, le 19 octobre 2005, par la Conférence générale de l'UNESCO et rendue applicable, en Communauté française, par le décret du 1er février 2008 portant assentiment à la Convention internationale contre le dopage dans le sport faite à Paris le 19 octobre 2005 ;

25° divulguer publiquement ou rapporter publiquement : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, e) ;

26° durée de la manifestation : période écoulée entre le début et la fin d'une manifestation, telle qu'établie par l'organisme sous l'égide duquel se déroule la manifestation ;

27° échantillons ou prélèvement : toute matrice biologique recueillie dans le cadre du contrôle du dopage ;

28° en compétition : à moins de dispositions contraires dans les règles d'une fédération internationale ou de l'organisation responsable de la manifestation concernée, « en compétition » comprend la période commençant douze heures avant une compétition à laquelle le sportif doit participer et se terminant à la fin de cette compétition et du processus de collecte d'échantillons lié à cette compétition ;

29° falsification : le fait d'altérer à des fins illégitimes ou d'une façon illégitime ; d'influencer un résultat d'une manière illégitime ; d'intervenir d'une manière illégitime ; de créer un obstacle, d'induire en erreur ou de se livrer à une conduite frauduleuse afin de modifier des résultats ou d'empêcher des procédures normales de suivre leur cours ;

30° faute : tout manquement à une obligation ou tout manque de diligence appropriée liée à une situation particulière. Les facteurs à prendre en considération pour évaluer le degré de la faute d'un sportif ou d'une autre personne incluent, par exemple, l'expérience du sportif ou de l'autre personne, la question de savoir si le sportif ou l'autre personne est un mineur, des considérations spéciales telles que le handicap, le degré de risque qui aurait dû être perçu par le sportif, ainsi que le degré de diligence exercé par le sportif, et les recherches et les précautions prises par le sportif en relation avec ce qui aurait dû être le niveau de risque perçu. En évaluant le degré de la faute du sportif ou de l'autre personne, les circonstances considérées doivent être spécifiques et pertinentes pour expliquer le fait que le sportif ou l'autre personne se soit écarté(e) du comportement attendu. Ainsi, par exemple, le fait qu'un sportif perdrait l'occasion de gagner beaucoup d'argent durant une période de suspension, ou le fait que le sportif n'a plus qu'une carrière résiduelle de courte durée, ou le moment du calendrier sportif, ne seraient pas des facteurs pertinents à prendre en compte pour réduire la période de suspension, au titre des articles 10.5.1 ou 10.5.2 du Code ;

31° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française ;

32° groupe cible enregistré : groupe de sportifs d'élite de haute priorité identifiés par une fédération internationale ou par une ONAD comme étant assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition et qui sont obligés de transmettre les données de localisation visées à l'article 5.6 du Code et dans Standard international pour les contrôles et les enquêtes. En Communauté française, le groupe cible enregistré correspond aux sportifs d'élite de catégorie A ;

33° groupe cible de la Communauté française : groupe de sportifs d'élite identifiés par l'ONAD de la Communauté française en raison de leur affiliation sportive à une organisation sportive relevant exclusivement des compétences de la Communauté française ou, en raison du lieu de leur résidence principale sur le territoire de la région de langue française, dans le cas d'une affiliation à une fédération sportive restée nationale, qui sont assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition et qui sont obligés de transmettre des données de localisation, conformément à l'article 18 du décret ;

34° hors compétition : toute période qui n'est pas en compétition ;

35° liste des interdictions : liste identifiant les substances et les méthodes interdites, telle qu'annexée à la Convention de l'UNESCO et mise à jour par l'AMA ;

36° manifestation : série de compétitions individuelles se déroulant sous l'égide d'une organisation responsable (exemple : les Jeux Olympiques, les Championnats du Monde des Fédérations internationales, etc.) ;

37° manifestation internationale : manifestation ou compétition où le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, une Fédération internationale, une organisation responsable de grandes manifestations ou une autre organisation sportive internationale agit en tant qu'organisation responsable ou nomme les officiels techniques de la manifestation ;

38° manifestation nationale : manifestation ou compétition sportive qui n'est pas une manifestation internationale et qui implique des sportifs de niveau international ou des sportifs de niveau national ;

39° marqueur : composé, ensemble de composés ou variable(s) biologique(s) qui attestent de l'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite ;

40° métabolite : toute substance qui résulte d'une biotransformation ;

41° méthode interdite : toute méthode décrite comme telle dans la liste des interdictions ;

42° mineur : personne physique qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans ;

43° organisateur : toute personne, physique ou morale, qui organise, isolément ou en association avec d'autres organisateurs, à titre gratuit ou onéreux, une compétition ou une manifestation sportive ;

44° organisation antidopage : signataire responsable de l'adoption de règles relatives à la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de contrôle du dopage. Cela comprend, par exemple, le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, d'autres organisations responsables de grandes manifestations qui effectuent des contrôles lors de manifestations relevant de leur responsabilité, l'AMA, les fédérations internationales et les organisations nationales antidopage ;

45° organisation nationale antidopage : en abrégé « ONAD », désigne la ou les entités désignée(s) par chaque pays comme autorité(s) principale(s) responsable(s) de l'adoption et de la mise en œuvre de règles antidopage, de la gestion du prélèvement d'échantillons, de la gestion des résultats de contrôles et de la tenue d'audience, au plan national. ;

46° organisation sportive : les fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs et associations sportives, telles que définies par l'article 1er du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française ;

47° organisations responsables de grandes manifestations : associations continentales de comités nationaux olympiques et toute autre organisation internationale multisports qui servent d'organisation responsable pour une manifestation internationale, qu'elle soit continentale, régionale ou autre ;

48° participant : tout sportif ou membre du personnel d'encadrement du sportif ;

49° passeport biologique de l'athlète : programme et méthodes permettant de rassembler et de regrouper des données telles que décrites dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes et le Standard international pour les laboratoires ;

50° personne : personne physique ou organisation ou autre entité ;

51° personnel d'encadrement du sportif : tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, responsable d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical, parent, ou tout autre personne qui travaille avec un sportif participant à des compétitions sportives ou s'y préparant ou qui le traite ou lui apporte son assistance ;

52° possession : possession physique ou de fait, qui ne sera établie que si la personne exerce un contrôle exclusif ou a l'intention d'exercer un contrôle sur la substance/méthode interdite ou sur les lieux où une substance/méthode interdite se trouve. Toutefois, si la personne n'exerce pas un contrôle exclusif sur la substance/méthode interdite, la possession de fait ne sera établie que si la personne était au courant de la présence de la substance/méthode interdite et avait l'intention d'exercer un contrôle sur celle-ci. De plus, il ne pourra y avoir violation des règles antidopage reposant sur la seule possession si, avant de recevoir notification d'une violation des règles antidopage, la personne a pris des mesures concrètes démontrant qu'elle n'a jamais eu l'intention d'être en possession d'une substance/méthode interdite et a renoncé à cette possession en la déclarant explicitement à une organisation antidopage. Nonobstant toute disposition contraire dans cette définition, l'achat, y compris par un moyen électronique ou autre, d'une substance ou méthode interdite constitue une possession de celle-ci par la personne qui effectue cet achat ;

53° produit contaminé : produit contenant une substance interdite qui n'est pas divulguée sur l'étiquette du produit ou dans les informations disponibles lors d'une recherche raisonnable sur internet ;

54° programme des observateurs indépendants : équipe d'observateurs sous la supervision de l'AMA qui observent le processus de contrôle du dopage lors de certaines manifestations, fournissent des conseils et rendent compte de leurs observations ;

55° responsabilité objective : règle qui stipule qu'en vertu de l'article 6, 1° et 2° du décret, il n'est pas nécessaire que l'organisation antidopage démontre l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage ;

56° résultat atypique : rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le Standard international pour les laboratoires ou les documents techniques connexes avant qu'un résultat d'analyse anormal ne puisse être établi ;

57° résultat d'analyse anormal : rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA qui, en conformité avec le Standard international pour les laboratoires et les documents techniques connexes, révèle la présence dans un échantillon d'une substance interdite ou d'un de ses métabolites ou marqueurs, y compris des quantités élevées de substances endogènes ou l'usage d'une méthode interdite ;

- 58° résultat de passeport anormal : rapport identifié comme un résultat de passeport anormal tel que décrit dans les Standards internationaux applicables ;
- 59° résultat de passeport atypique : rapport identifié comme un résultat de passeport atypique tel que décrit dans les Standards internationaux applicables ;
- 60° signataires : entités qui ont signé le Code et s'engagent à le respecter, conformément à l'article 23 du Code ;
- 61° sites de la manifestation : sites désignés à cette fin par l'organisation responsable de la manifestation ;
- 62° sport d'équipe : sport qui autorise le remplacement des joueurs durant une compétition ;
- 63° sport individuel : tout sport qui n'est pas un sport d'équipe ;
- 64° sportif : toute personne qui pratique une activité sportive, à quelque niveau que ce soit, en qualité d'amateur ou de sportif d'élite ;
- 65° sportif amateur : tout sportif qui n'est pas un sportif d'élite de niveau national ou international ; 66° sportif d'élite : tout sportif qui pratique une activité sportive au niveau international, comme défini par sa fédération internationale ou au niveau national, comme défini au 67° ;
- 67° sportif d'élite de niveau national : sportif dont la fédération internationale a signé le Code et est membre du Mouvement Olympique ou Paralympique ou est reconnue par le Comité international olympique ou paralympique ou est membre de Sport Accord, qui n'est pas un sportif d'élite de niveau international, mais répond au minimum à l'un des critères suivants :
- a) il participe régulièrement à des compétitions internationales de haut niveau ;
 - b) il pratique sa discipline sportive dans le cadre d'une activité principale rémunérée dans la plus haute catégorie ou la plus haute compétition nationale de la discipline concernée ;
 - c) il est sélectionné ou a participé au cours des douze derniers mois au moins à une des manifestations suivantes dans la plus haute catégorie de compétition de la discipline concernée : jeux olympiques, jeux paralympiques, championnats du Monde, championnats d'Europe ;
 - d) il participe à un sport d'équipe dans le cadre d'une compétition dont la majorité des équipes participant à la compétition est constituée de sportifs visés aux points a), b) ou c) ;
- 68° sportif d'élite de catégorie A : sportif d'élite de niveau national, qui pratique une discipline individuelle telle que reprise en annexe, en catégorie A ;
- 69° sportif d'élite de catégorie B : sportif d'élite de niveau national, qui pratique une discipline individuelle telle que reprise en annexe, en catégorie B ;
- 70° sportif d'élite de catégorie C : sportif d'élite de niveau national, qui pratique un sport d'équipe, dans une discipline telle que reprise en annexe, en catégorie C ;
- 71° sportifs d'élite de catégorie D : sportifs d'élite de niveau national, qui pratique une discipline sportive non reprise en annexe ;
- 72° sportif d'élite de niveau international : tout sportif d'élite qui pratique une activité sportive au niveau international, comme défini par sa fédération internationale ;
- 73° Standard international : Standard adopté par l'AMA en appui du Code. La conformité à un Standard international, par opposition à d'autres standards, pratiques ou procédures, suffit pour conclure que les procédures envisagées dans le Standard international en question sont correctement exécutées. Les Standards internationaux comprennent les documents techniques publiés conformément à leurs dispositions ;
- 74° substance interdite : toute substance ou classe de substances décrite comme telle dans la liste des interdictions ;
- 75° substance spécifiée : dans le cadre de l'application de sanctions à l'encontre des individus, toutes les substances interdites sont des substances spécifiées, sauf les substances appartenant aux classes des agents anabolisants et des hormones, ainsi que les stimulants et les antagonistes hormonaux et modulateurs identifiés comme tels dans la liste des interdictions. La catégorie des substances spécifiées n'englobe pas la catégorie des méthodes interdites ;
- 76° suspension : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, b) ;
- 77° suspension provisoire : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, c) ;

78° TAS : Tribunal Arbitral du Sport, institué au sein de la fondation de droit suisse « Conseil international de l'arbitrage en matière de sport » ;

79° tentative : conduite volontaire qui constitue une étape importante d'une action planifiée dont le but est la violation des règles antidopage. Cependant, il n'y aura pas de violation des règles antidopage basée uniquement sur une tentative, si la personne renonce à la tentative avant d'être surprise par un tiers non impliqué dans la tentative ;

80° trafic : vente, don, transport, envoi, livraison ou distribution à un tiers ou possession à cette fin d'une substance ou d'une méthode interdite, physiquement, par moyen électronique ou par un autre moyen, par un sportif, le personnel d'encadrement du sportif ou une autre personne assujettie à l'autorité d'une ONAD. Toutefois, cette définition ne comprend pas les actions de membres du personnel médical réalisées de bonne foi et portant sur une substance interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes ou licites ou à d'autres fins justifiables. Elle ne comprend pas non plus les actions portant sur des substances interdites qui ne sont pas interdites dans des contrôles hors compétition, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontre que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive ;

81° usage : utilisation, application, ingestion, injection ou consommation par tout moyen d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. »

82° CIDDD: La Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage asbl, dont le siège social est établi Allée du Bol d'Air 13 à 4031 Angleur ;

83° Décret : le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage ;

84° Fédération : l'Association Francophone de Tennis asbl

Le présent règlement entend répondre au prescrit de l'article 19, § 1^{er}, du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et a également pour objet de préciser les dispositions statutaires prévues en matière de lutte contre le dopage, en référence de l'article 15, 20° du décret de la Communauté Française du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport.

La fédération s'engage à l'analyser au regard du code mondial antidopage de l'AMA entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015

Titre II : Les principes

Article 1

En vertu de l'article 5 du décret, la pratique du dopage est interdite.

Tout sportif, tout membre du personnel d'encadrement du sportif, toute organisation sportive et tout organisateur est soumis aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution.

Article 2

Conformément à l'article 6 du décret, et à l'article 2 du code AMA, il y a lieu d'entendre par dopage :

1° la présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par un sportif

Il incombe à chaque sportif de s'assurer qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme.

Les sportifs sont responsables de toute substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dont la présence est décelée dans leurs échantillons.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de faire la preuve de l'intention, de la faute, de la négligence ou de l'usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage fondée sur le 1°.

La violation d'une règle antidopage, en vertu du 1°, est établie dans chacun des cas suivants :

— la présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon A du sportif lorsqu'il renonce à l'analyse de l'échantillon B et que l'échantillon B n'est pas analysé ;

— ou lorsque l'échantillon B est analysé, la confirmation par l'analyse de l'échantillon B, de la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs décelés dans l'échantillon A du sportif ;

— ou lorsque l'échantillon B du sportif est réparti entre deux flacons, la confirmation par l'analyse du deuxième flacon de la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs détectés dans le premier flacon.

A l'exception des substances pour lesquelles un seuil quantitatif est précisé dans la liste des interdictions, la présence de toute quantité d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon fourni par un sportif constitue une violation des règles antidopage.

A titre d'exception à la règle générale visée au 1°, la liste des interdictions ou les standards internationaux pourront prévoir des critères d'appréciation particuliers dans le cas de substances interdites pouvant également être produites de manière endogène :

2° l'usage ou la tentative d'usage par un sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Il incombe à chaque sportif de faire en sorte qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme et qu'aucune méthode interdite ne soit utilisée.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de démontrer l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du sportif pour établir la violation des règles antidopage pour cause d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Le succès ou l'échec de l'usage ou de la tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite n'est pas déterminant.

L'usage ou la tentative d'usage de la substance interdite ou de la méthode interdite suffit pour qu'il y ait violation des règles antidopage ;

3° se soustraire au prélèvement d'un échantillon, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon.

La violation de la règle antidopage visée au 3° consiste à se soustraire au prélèvement d'un échantillon ou, sans justification valable après notification conforme aux dispositions du décret et des arrêtés d'exécution, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon ;

4° toute combinaison, pour un sportif d'élite de catégorie A, sur une période de douze mois à dater du premier manquement, de trois contrôles manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation, telle que prévue à l'article 18 du décret ;

5° la falsification ou la tentative de falsification de tout élément du contrôle du dopage.

La violation de la règle antidopage visée au 5° consiste en tout comportement préjudiciable au processus de contrôle du dopage, mais qui ne tombe pas sous la définition de méthode interdite.

La falsification comprend, notamment, le fait de volontairement perturber ou tenter de perturber dans son travail un agent de contrôle du dopage, de fournir des renseignements frauduleux à une organisation antidopage ou d'intimider ou de tenter d'intimider un témoin potentiel ;

6° la possession d'une substance ou méthode interdite.

La violation de la règle antidopage visée au 6° peut consister en la possession, par un sportif, en compétition, de toute substance interdite ou méthode interdite ou en la possession, par un sportif, hors compétition, de toute substance ou méthode interdite hors compétition, à moins que le sportif n'établisse que cette possession est conforme à une AUT accordée par application de l'article 8 du décret ou ne fournisse une autre justification acceptable.

La violation de la règle antidopage visée au 6° peut également consister en la possession, par un membre du personnel d'encadrement du sportif, en compétition, de toute substance ou méthode interdite ou en la possession, par un membre du personnel d'encadrement, hors compétition, de toute substance ou méthode interdite qui est interdite hors compétition, en lien avec un sportif, une compétition ou l'entraînement, à moins que la personne concernée ne puisse établir que cette possession est conforme à une AUT accordée au sportif par application de l'article 8 du décret ou ne fournisse une autre justification acceptable ;

7° le trafic ou la tentative de trafic d'une substance ou d'une méthode interdite ;

8° l'administration ou la tentative d'administration à un sportif en compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, ou l'administration ou la tentative d'administration à un sportif hors compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite dans le cadre de contrôles hors compétition ;

9° la complicité, entendue comme toute assistance, incitation, contribution, conspiration, dissimulation ou toute autre forme de complicité intentionnelle impliquant une violation des règles antidopage, une tentative

de violation des règles antidopage ou une violation de l'article 10.12.1 du Code, portant sur l'interdiction de participation pendant une suspension, par une autre personne :

10° l'association, à titre professionnel ou sportif, entre un sportif ou une autre personne soumise à l'autorité d'une organisation antidopage et un membre du personnel d'encadrement du sportif, lequel :

a) soit, purge une période de suspension ;

b) soit, a été condamné ou reconnu coupable, dans une procédure pénale, disciplinaire ou professionnelle d'avoir adopté un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à cette personne. Le statut disqualifiant de ladite personne sera en vigueur pendant six ans à compter de la décision pénale, professionnelle ou disciplinaire, ou pendant la durée de la sanction pénale, disciplinaire ou professionnelle imposée, selon celle de ces deux périodes qui sera la plus longue ;

c) soit, sert de couverture ou d'intermédiaire pour une personne telle que décrite au a) ou b).

Pour que la violation des règles antidopage visée au 10° puisse être établie, l'ONAD de la Communauté française ou l'AMA doivent, au préalable, notifier au sportif ou à l'autre personne, le statut disqualifiant du membre du personnel d'encadrement du sportif et la conséquence potentielle de l'association interdite à laquelle le sportif ou l'autre personne s'expose.

Dans le cas visé au 10°, l'ONAD de la Communauté française notifie également, au personnel d'encadrement du sportif concerné, qu'il a fait l'objet d'une notification au sportif ou à l'autre personne, dans le cadre d'une association potentiellement interdite.

Le personnel d'encadrement du sportif dispose de 15 jours, à dater de la notification visée à l'alinéa qui précède, pour établir, par toute voie de droit, qu'aucun des critères repris de a) à c) du 10° ne lui est applicable.

Dans le cas visé au 10°, il incombe au sportif ou à l'autre personne d'établir que l'association avec le membre du personnel d'encadrement du sportif, telle que décrite de a) à c) ne revêt pas un caractère professionnel ou sportif.

Après la notification visée à l'alinéa 3 du 10° et pour autant que le membre du personnel d'encadrement du sportif n'ait pas pu établir qu'aucun des critères repris de a) à c) au 10° ne lui était applicable, l'ONAD de la Communauté française informe l'AMA que ce membre du personnel d'encadrement du sportif répond à l'un des critères repris de a) à c).

Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure de notification visée au 10°.».

Titre III : Les autorisations à usage thérapeutique (AUT)

Article 3

Les faits visés à l'article 2, alinéa 1^{er} ne sont pas constitutifs de dopage, lorsque l'usage de produits ou méthodes interdits est réalisé à des fins thérapeutiques au sens de l'annexe 2 de la convention de l'UNESCO. Sans préjudice des règles fixées par l'article 2 de l'annexe 2 de la Convention de l'UNESCO, la CAUT délivre des autorisations d'usage à des fins thérapeutiques :

a) aux sportifs d'élite de niveau national, visés à l'article 1er, 67°, du décret et faisant partie du groupe cible de la Communauté française, et ce, quelle que soit leur catégorie ;

b) aux sportifs de haut niveau, visés à l'article 12 du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française ;

c) aux sportifs amateurs.

La CAUT n'est pas compétente à l'égard des sportifs d'élite qui, en application de l'annexe 2 de la Convention de l'UNESCO, sont tenus d'introduire leur demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques auprès de l'organisation sportive internationale ou nationale dont ils dépendent.

Le sportif qui a introduit une demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques auprès d'une autre autorité publique ou organisation sportive, reconnue comme organisation antidopage par l'AMA, ne peut pas introduire une demande auprès de la CAUT, fondée sur les mêmes motifs.

Article4

Les sportifs visés à l'article 3 qui souhaitent user, à des fins thérapeutiques, de substances ou méthodes interdites introduisent une demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques auprès de la CAUT suivant les règles établies par le Gouvernement..

Article 5

Les sportifs amateurs visés à l'art.3, alinéa2, c), peuvent demander et obtenir, auprès de la CAUT, une AUT de manière et avec effet rétroactif.

.Le Gouvernement détermine les modalités de la procédure visée à l'alinéa précédent.

Titre IV : Localisation des sportifs d'élite

Article6

§ 1^{er}. Sous la forme et les modalités fixées par le Gouvernement, les sportifs d'élite des catégories A, B et C qui font partie du groupe-cible de la Communauté française, fournissent, par voie de publication dans la base de données ADAMS, des données précises et actualisées sur leur localisation.

§2 Les données à fournir par les sportifs d'élite de catégorie A sont :

- a) Leurs nom et prénoms ;
- b) Leur genre ;
- c) Leur adresse du domicile et, si elle est différente, de la résidence habituelle ;
- d) Leurs numéros de téléphone, de fax et l'adresse électronique ;
- e) S'il échet, leur numéro du passeport du sportif de l'AMA ;
- f) Leurs discipline, classe et équipe sportives ;
- g) Leur fédération sportive et leur numéro d'affiliation ;
- h) L'adresse complète de leurs lieux de résidence, d'entraînement, de compétition et manifestation sportives pendant le trimestre à venir ;
- i) Une période quotidienne de 60 minutes pendant laquelle le sportif est disponible en un lieu indiqué pour un contrôle inopiné.

§3 Les données à fournir par les sportifs de catégorie B ou C sont :

- a) Leurs nom et prénoms ;
- b) Leur genre ;
- c) Leurs numéros de téléphone, de fax et l'adresse électronique ;
- d) S'il échet, leur numéro du passeport du sportif de l'AMA ;
- e) Leurs discipline, classe et équipe sportives ;

- f) Leur fédération sportive et leur numéro d'affiliation ;
- g) Leurs horaires et lieux de compétitions et d'entraînements sportifs pendant le trimestre à venir ;
- h) L'adresse complète de leur lieu de résidence habituelle pour les jours où ils n'ont ni compétition, ni entraînement sportif pendant le trimestre à venir.

Les sportifs d'élite de catégorie C peuvent désigner un responsable d'équipe pour transmettre, en leur nom, leurs données de localisation ainsi que la liste actualisée des membres de l'équipe ;

Nonobstant l'application du cas visé à l'alinéa précédent, l'exactitude et la mise à jour des informations transmises relèvent, in fine, de la responsabilité du sportif. » ;

§4 Les sportifs d'élite de catégorie B, qui ne respectent pas leurs obligations de localisation et/ou manquent un contrôle peuvent, quelle que soit l'organisation antidopage ayant constaté le manquement, après notification écrite et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A, pendant 6 mois. En cas de nouveau manquement constaté pendant ce délai, celui-ci est prolongé de 18 mois, à dater du dernier constat de manquement.

Les sportifs d'élite de catégorie C, qui ne respectent pas leurs obligations de localisation et/ou manquent un contrôle peuvent, quelle que soit l'organisation antidopage ayant constaté le manquement, après notification écrite et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A, ou B, selon les cas, déterminés par le Gouvernement, pendant 6 mois. En cas de nouveau manquement pendant ce délai, celui-ci est prolongé de 18 mois, à dater du dernier constat de manquement.

Les sportifs d'élite de catégorie B, C ou D, qui font l'objet d'une suspension disciplinaire pour fait de dopage ou dont les performances présentent une amélioration soudaine et importante, ou qui présentent de sérieux indices de dopage sont, dans le respect des critères repris à l'article 4.5.3 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A.

Le Gouvernement peut modifier les listes des disciplines sportives correspondant aux catégories A, B, C et D. » ;

§ 5. Sauf en cas de force majeure, chaque sportif d'élite est disponible pour un ou plusieurs contrôles antidopage à l'endroit de localisation communiqué.

§ 6. Le Gouvernement précise, après avis de la commission de la protection de la vie privée, les droits et obligations des sportifs d'élite en matière de communication de leur données de localisation ainsi que les formes de la notification de ces données.

§ 7. Les obligations prévues au présent article prennent effet à partir du moment où le sportif d'élite en a été averti par notification et jusqu'à réception de la notification de la cessation de leurs effets, suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Tout sportif d'élite qui souhaite contester sa soumission aux obligations prévues par le présent article ou tout éventuel manquement lui reproché, par application du présent article, peut former un recours, avec effet suspensif, auprès du Gouvernement, pour solliciter la révision administrative de la décision qu'il conteste. Le recours visé à l'alinéa qui précède est introduit dans les quinze jours à dater de la notification de la décision administrative contestée ;

Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure du recours visé à l'alinéa 2.

§ 8. Les obligations prévues par le présent article restent en vigueur pendant toute la durée de suspension du sportif d'élite, et leur respect conditionne le droit du sportif d'élite à participer à de nouvelles compétitions ou manifestations sportive, après sa suspension.

§9 Les informations suivantes sont portées, par le biais de canaux de communication sécurisés et suivant les modalités définies par le Gouvernement, à la connaissance des fonctionnaires en charge de la surveillance du dopage au sein de la Communauté flamande, de la Communauté germanophone et de la Commission communautaire commune :

- a) toute décision relative à l'inclusion ou à l'exclusion d'un sportif du groupe cible de la Communauté française avant que ces informations ne soient notifiées au sportif ;
- b) tout manquement d'un sportif d'élite du groupe cible de la Communauté française à un contrôle antidopage ou aux obligations de localisation qui s'imposent à lui.

Titre V : Procédure disciplinaire

Article 7

La fédération délègue à la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage (CIDD) l'organisation de la procédure disciplinaire relative aux pratiques de dopage des sportifs relevant de sa compétence.

Le règlement de procédure repris en annexe 2 est partie intégrante du présent règlement antidopage et est d'application devant la commission disciplinaire instituée par la CIDD :

En cas de modifications éventuelles apportées au règlement de procédure par l'organisme compétent en la matière, à savoir le conseil d'administration de la CIDD, ces modifications sont automatiquement d'application.

Elles seront intégrées au présent règlement par l'organe compétent de la fédération

Le règlement de procédure en vigueur est également consultable sur le site www.aisf.be.

Article 7 bis

Les frais de la procédure à charge du sportif reconnu coupable d'une violation des règles antidopage sont fixés forfaitairement à la somme de 350 Euros.

Titre VI : Suspension provisoire

Art.8 suspension provisoire obligatoire après un résultat d'analyse anormal

Lorsqu'un résultat d'analyse est reçu pour une substance interdite ou une méthode interdite, à l'exception d'une substance spécifiée, une suspension provisoire sera imposée sans délai au terme de l'examen relatif à des résultats d'analyse anormaux et de la notification de ceux-ci.

Dans tous les cas où un sportif a été notifié d'une violation des règles antidopage qui n'est pas passible d'une suspension provisoire obligatoire conformément à l'alinéa 1^{er}, le sportif se verra offrir l'occasion d'accepter une suspension provisoire dans l'attente de la résolution de l'affaire.

Titre VII : Annulation automatique des résultats individuels

Article 9

Une violation des règles antidopage dans sport individuel en relation avec un contrôle en compétition entraîne automatiquement l'annulation des résultats obtenus au cours de cette compétition et toutes les conséquences qui en résultent, y compris le retrait des médailles, des points et des prix.

Titre VIII: Sanctions à l'encontre des individus

Annulation des résultats et des gains.

Article 10.1. Annulation des résultats obtenus lors d'une manifestation au cours de laquelle une violation des règlements antidopage est survenue

Une violation des règles antidopage commise lors d'une *manifestation* ou en lien avec celle-ci peut entraîner l'annulation de tous les résultats individuels obtenus par le *sportif* dans le cadre de ladite *manifestation*, avec toutes les *conséquences* en résultant, y compris le retrait des médailles, des points et des prix, sauf dans les cas prévus à l'article 10.1.1

Les facteurs à prendre en considération pour annuler d'autres résultats au cours d'une manifestation peuvent inclure, par exemple, la gravité de la violation des règles antidopage commise par le sportif et la question de savoir si le sportif a subi des contrôles négatifs lors des autres compétitions.

Art.10.1.1

Lorsque le sportif démontre qu'il n'a commis aucune faute ou négligence en relation avec la violation, ses résultats individuels dans d'autres compétitions ne seront pas annulés, à moins que les résultats obtenus dans d'autres compétitions que celle au cours de laquelle la violation des règles antidopage est intervenue n'aient été vraisemblablement influencés par cette violation.

Allocation des gains retirés

À moins que les règles de la fédération ne prévoient que les gains retirés doivent être réattribués à d'autres sportifs, ceux-ci seront alloués d'abord au remboursement des frais de recouvrement de l'organisation antidopage qui aura pris les mesures nécessaires afin de recouvrer le montant du gain, puis au remboursement des frais de l'organisation antidopage ayant effectué la gestion des résultats.

S'il reste des fonds, ceux-ci seront alloués conformément aux règles de la fédération.

Suspension

Article 10.2: Suspension en cas de présence, d'usage, de tentative d'usage, de possession d'une substance interdite ou d'une méthodes interdites.

La période de suspension imposée pour une violation des articles 2.1° (Présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs), 2.2° (Usage ou tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite) et 2.6° (Possession de substances interdites ou de méthodes interdites) sera la suivante, sous réserve d'une réduction ou d'un sursis potentiel de la sanction conformément aux articles 10.4, 10.5 ou 10.6

10.2.1 La durée de suspension est de quatre ans lorsque :

10.2.1.1 la violation des règles antidopage n'implique pas une substance spécifiée, à moins que le sportif ou l'autre personne ne puisse établir que cette violation n'était pas intentionnelle.

10.2.1.2 la violation des règles antidopage implique une substance spécifiée et l'organisation antidopage peut établir que cette violation était intentionnelle.

10.2.2 Si l'article 10.2.1 ne s'applique pas, la durée de la suspension sera de deux ans.

10.2.3 Au sens des articles 10.2 et 10.3, le terme « intentionnel » vise à identifier les sportifs qui trichent. C'est pourquoi ce terme exige que le sportif ou l'autre personne ait adopté une conduite dont il savait qu'elle constituait ou provoquait une violation des règles antidopage ou qu'il existait un risque important qu'elle puisse constituer ou aboutir à une violation des règles antidopage, et a manifestement ignoré ce risque. Une violation des règles antidopage découlant d'un résultat d'analyse anormal pour une substance qui n'est interdite qu'en compétition ne sera pas considérée comme « intentionnelle » si le sportif ou l'autre personne peut établir que la substance interdite a été utilisée dans un contexte sans rapport avec une prestation sportive.

ARTICLE 10.3 : Suspension pour d'autres violations des règles antidopage

La période de suspension pour les violations de ces règles antidopage autres que celles stipulées prévues à l'article 10.2 sera la suivante sauf si les articles 10.5 ou 10.6 sont applicables:

10.3.1 Pour les violations des articles 2.3 et 2.5° la période de suspension applicable sera de **quatre (4) ans**, à moins que, dans où il ne s'est pas soumis au prélèvement de l'échantillon, le sportif ne soit en mesure d'établir que la commission de la violation n'était pas intentionnelle (selon la définition de l'article 10.2.3), auquel cas la période de suspension sera de **deux ans**.

10.3.2 Pour les violations de l'article 2.4, la période de suspension sera de deux ans. Cette période pourra être réduite au maximum de moitié, en fonction du degré de la faute du sportif. La flexibilité entre deux et un an de suspension au titre du présent article n'est pas applicable lorsque des changements fréquents de localisation de

dernière minute ou l'identification d'autres conduites laissent sérieusement soupçonner que le sportif tentait de se rendre indisponible pour des contrôles.

10.3.3 Pour les violations des articles 2.7 ou 2.8, la période de *suspension* imposée sera au minimum de **quatre (4) ans** et pourra aller jusqu'à la **suspension à vie**, en fonction de la gravité de la violation. Une violation des articles 2.7 ou 2.8 impliquant un *mineur* sera considérée comme étant particulièrement grave et, si elle est commise par un membre du *personnel d'encadrement du sportif* pour des violations non liées à des *substances spécifiées*, entraînera la *suspension à vie* du membre du *personnel d'encadrement du sportif* en cause. De plus, les violations graves des articles 2.7 ou 2.8 susceptibles d'enfreindre également les lois et règlements non liés au sport seront dénoncées aux autorités administratives, professionnelles ou judiciaires compétentes.

10.3.4 Pour les violations de l'article 2.9, la période de suspension imposée sera au minimum de deux ans et au maximum de quatre ans en fonction de la gravité de l'infraction.

10.3.5 Pour les violations des articles 2.10, la sanction sera de deux ans. Cette période de suspension pourra être réduite au maximum de moitié, en fonction du degré de la faute du sportif ou de l'autre personne et des autres circonstances du cas.

Art 10.4 Elimination de la période de suspension en l'absence de faute ou de négligence

Lorsque le *sportif* ou l'*autre personne* établit dans un cas particulier l'absence de faute ou de négligence de sa part, la période de suspension normalement applicable sera éliminée.

Art 10.5 Réduction de la période de suspension pour cause d'absence de faute ou de négligence significative

10.5.1 Réduction des sanctions pour des substances spécifiées ou des produits contaminés en cas de violation des articles 2.1, 2.2 ou 2.6

10.5.1.1 Substances spécifiées

Lorsque la violation des règles antidopage implique une substance spécifiée et que le sportif ou l'autre personne peut établir l'absence de faute ou de négligence significative, la suspension sera au minimum une réprimande sans suspension et au maximum deux ans de suspension, en fonction du degré de la faute du sportif ou de l'autre personne.

10.5.1.2 Produits contaminés

Dans les cas où le sportif ou l'autre personne peut établir l'absence de faute ou de négligence significative et que la substance interdite détectée provenait d'un produit contaminé, la suspension sera au minimum une réprimande sans suspension et au maximum deux ans de suspension, en fonction du degré de la faute du sportif ou de l'autre personne.

10.5.2 Application de l'absence de faute ou de négligence significative au-delà de l'application de l'article 10.5.1
SI un *sportif* ou une *autre personne* établit, dans un cas où l'article 10.5.1 n'est pas applicable, l'absence de faute ou de négligence significative de sa part - sous réserve d'une réduction supplémentaire ou de l'élimination prévue à l'article 10.6 - la période de suspension qui aurait été applicable peut être réduite en fonction du degré de la faute du sportif ou de l'autre personne, mais sans être inférieure à la moitié de la période de suspension normalement applicable. Si la période de suspension normalement applicable est la suspension à vie, la période réduite au titre du présent article ne peut pas être inférieure à huit ans.

Art 10.6 Elimination ou réduction de la période de suspension, sursis, ou autres conséquences, pour des motifs autres que la faute

10.6.1 Aide substantielle fournie dans la découverte ou la détermination des violations des règles antidopage

10.6.1.1 Avant une décision finale en appel, ou avant l'expiration du délai d'appel, une partie de la période de suspension peut être assortie d'un sursis dans le cas particulier où un sportif ou une autre personne a fourni une aide substantielle à une organisation antidopage, à une instance pénale ou à un organisme disciplinaire professionnel, si cela permet :

- à l'organisation antidopage de découvrir ou de poursuivre une violation des règles antidopage commise par une autre personne ou

À une instance pénale ou disciplinaire de découvrir ou de poursuivre un délit pénal ou une infraction aux règles professionnelles commise par une autre personne, dans la mesure où l'information fournie par la personne apportant une aide substantielle est mise à disposition de l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats.

10.6.2. Admission d'une violation des règles antidopage en l'absence d'autre preuve

Lorsqu'un sportif ou une autre personne avoue volontairement avoir commis une violation des règles antidopage avant d'avoir été notifié d'un prélèvement d'échantillon susceptible d'établir une violation des règles antidopage, et dans la mesure où cette admission est la seule preuve fiable de cette violation au moment où elle a été faite, la période de suspension peut être réduite, mais pas en-deçà de la moitié de la période de suspension applicable normalement.

10.6.3 Aveu sans délai d'une violation des règles antidopage après avoir été dûment informé d'une violation passible de sanction en vertu de l'article 10.2.1

En avouant sans délai la violation alléguée des règles antidopage après en avoir été informé par une organisation antidopage, et après que l'AMA et l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats l'ont toutes deux accepté, à leur libre appréciation, un sportif ou une autre personne passible d'une sanction de quatre ans en vertu de l'article 10.2.1, peut bénéficier d'une réduction de la période de suspension jusqu'à un minimum de deux ans, en fonction de la gravité de la violation et du degré de la faute du sportif ou de l'autre personne.

Art 10.7 Violations multiples

10.7.1 Dans les cas d'une deuxième violation des règles antidopage par un sportif ou une autre personne, la période de suspension sera la plus longue des trois périodes suivantes :

Six mois;

La moitié de la période de suspension imposée pour la première violation sans prendre en compte les réductions prévues à l'article 10.6;

Le double de la période de suspension applicable à la deuxième violation des règles antidopage si elle était traitée comme une première violation, sans prendre en compte les réductions prévues à l'article 10.6; La période de suspension calculée ci-dessus peut ensuite être réduite en application de l'article 10.6.

10.7.2. Une troisième violation des règles antidopage entraînera toujours la suspension à vie, à moins que la troisième violation remplisse les conditions fixées pour l'élimination ou la réduction de la période de suspension en vertu de l'article 10.4 ou 10.5, ou qu'elle porte sur une violation de l'article 2.4. Dans ces cas particuliers, la période de suspension variera entre huit ans et la suspension à vie.

10.7.3 Une violation des règles antidopage pour laquelle le sportif ou l'autre personne n'a commis aucune faute ni négligence ne sera pas considérée comme une violation antérieure au sens du présent article.

10.7.4. Règles additionnelles applicables en cas de violations multiples.

10.7.4.1. Aux fins de l'imposition de sanctions en vertu de l'article 10.7, une violation des règles antidopage sera considérée comme une deuxième violation seulement si l'organisation antidopage peut établir que le sportif ou l'autre personne a commis une deuxième violation des règles antidopage après avoir reçu notification, conformément aux règles applicables, de la première infraction, ou après que l'organisation antidopage a raisonnablement tenté de notifier la première violation. Lorsque l'organisation antidopage ne peut établir ce fait, les violations doivent être considérées comme une unique et première violation et la sanction imposée reposera sur la violation entraînant la sanction la plus sévère.

10.7.4.2. Si, après l'imposition d'une sanction pour une première violation des règles antidopage, une organisation antidopage découvre des faits concernant une violation des règles antidopage par le sportif ou l'autre personne survenue avant la notification de la première violation, l'organisation antidopage imposera une sanction additionnelle en fonction de la sanction qui aurait pu être imposée si les deux violations avaient été sanctionnées au même moment. Les résultats obtenus dans les compétitions remontant à la première violation des règles antidopage seront annulés conformément à l'article 10.8.

10.7.5. Violations multiples des règles antidopage pendant une période de dix ans.

Aux fins de l'article 10.7, chaque violation des règles antidopage doit survenir pendant la même période de dix ans pour que les infractions soient considérées comme des violations multiples.

Art.10.8. Annulation des résultats obtenus dans des compétitions postérieures au prélèvement ou à la perpétration de la violation des règles antidopage.

En plus de l'annulation automatique des résultats obtenus à la compétition au cours de laquelle un échantillon positif a été recueilli, en vertu de l'article 9, tous les autres résultats de compétition obtenus par le sportif à compter de la date du prélèvement de l'échantillon positif (en compétition ou hors compétition) ou de la perpétration d'une autre violation des règles antidopage seront annulés, avec toutes les conséquences qui en résultent, incluant le retrait de l'ensemble des médailles, points et prix, jusqu'au début de la suspension provisoire ou de la suspension, à moins qu'un autre traitement ne se justifie pour des raisons d'équité.

Article 10.9: Début de la période de suspension

Sauf dans les cas prévus ci-dessous, la période de *suspension* commencera à la date de la décision de l'instance d'audition de dernier recours ou, en cas de renonciation à l'audience ou d'absence d'audience, à la date à laquelle la suspension a été acceptée ou imposée. Toute période de *suspension provisoire* (imposée ou volontairement acceptée) sera déduite de la période totale de *suspension* à subir.

10.9.1 Retards non imputables au sportif ou à l'autre personne

En cas de retards considérables dans la procédure d'audition ou d'autres aspects du *contrôle du dopage* non attribuables au *sportif* ou à l'autre *personne*, l'instance imposant la sanction pourra faire débiter la période de *suspension* à une date antérieure pouvant remonter à la date du prélèvement de l'échantillon concerné ou à la date de la dernière violation des règles antidopage. Tous les résultats obtenus en compétition durant la période de suspension, y compris en cas de suspension rétroactive, seront annulés.

10.9.2

Aveu sans délai

Si le *sportif* ou l'autre *personne* avoue rapidement (ce qui signifie, dans tous les cas, avant sa participation à une autre *compétition*) la violation des règles antidopage après avoir été dûment informé de celle-ci par l'organisation antidopage, la période de *suspension* pourra commencer dès la date à laquelle l'échantillon a été recueilli ou la date de la dernière violation des règles antidopage. Cependant, dans chaque cas où cet article sera appliqué, le *sportif* ou l'autre *personne* devra accomplir au moins la moitié de la période de *suspension* à compter de la date à laquelle le *sportif* ou l'autre *personne* aura accepté l'imposition d'une sanction, de la date à laquelle une décision imposant une sanction aura été rendue suite à une audience ou de la date à laquelle une sanction est autrement imposée. Cet article ne s'applique pas lorsque la période de suspension a déjà été réduite en vertu de l'article 10.6.3.

10.9.3 Si une *suspension provisoire* est imposée et est respectée par le *sportif* ou l'autre *personne*, cette période de *suspension provisoire* devra être déduite de toute période de *suspension* qui pourra lui être imposée au final. Si une période de suspension est purgée en vertu d'une décision faisant par la suite l'objet d'un appel, le *sportif* ou l'autre *personne* se verra déduire la période de suspension ainsi purgée de toute période de suspension susceptible d'être imposée au final en appel.

10.9.4 Si un sportif ou une autre personne accepte volontairement par écrit une suspension provisoire prononcée par une organisation antidopage responsable de la gestion des résultats et s'abstient ensuite de participer à des compétitions, le *sportif* ou l'autre *personne* bénéficiera d'un crédit correspondant à cette période de suspension provisoire volontaire, venant en réduction de toute période de suspension qui pourra être imposée au final.

10.9.5 Le *sportif* ne pourra bénéficier d'aucune réduction de sa période de *suspension* pour toute période antérieure à sa *suspension provisoire* ou à sa *suspension provisoire* volontaire pendant laquelle il a décidé de ne pas concourir ou a été suspendu par son équipe.

10.9.6 Dans les sports d'équipe, lorsque la période de suspension est imposée à une équipe, et sauf si l'équité l'exige, la période de suspension commencera à la date de la décision en audience finale imposant la suspension ou, en cas de renonciation à l'audience, à la date à laquelle la suspension est acceptée ou autrement imposée.

Art.10.10 Statut durant la période de suspension

10.10.1 Aucun sportif ni aucune personne suspendu(e) (y compris le personnel d'encadrement du sportif) ne pourra, durant sa période de suspension, participer à quelque titre que ce soit, à une compétition ou activité autorisée ou organisée par le CNO ou une fédération nationale ou un club ou une autre organisation membre d'une organisation membre d'un signataire (sauf des programmes d'éducation ou de réhabilitation autorisés), ni à des compétitions autorisées ou organisées par une ligue professionnelle ou une organisation responsable de manifestations internationales ou nationales.

10.10.2 Reprise de l'entraînement

A titre d'exception à l'article 10.10.1, un sportif peut reprendre l'entraînement avec une équipe ou utiliser les équipements d'un club ou d'une autre organisation membre d'une organisation membre d'un signataire du code AMA pendant les deux derniers mois de la période de suspension du sportif, ou pendant le dernier quart de la période de suspension imposée, selon celle de ces deux périodes qui est la plus courte.

10.10.3. Violation de l'interdiction de participation pendant la suspension

Lorsqu'un sportif ou une autre personne faisant l'objet d'une suspension viole l'interdiction de participation pendant la suspension décrite à l'article 10.10.1, les résultats de cette participation seront annulés et une nouvelle période de suspension d'une longueur égale à la période de suspension initiale sera ajoutée à la fin de la période de suspension initiale. La nouvelle période de suspension peut être ajustée en fonction du degré de la faute et des autres circonstances du cas.

Lorsqu'un membre du personnel d'encadrement du sportif ou une autre personne aide une personne à violer l'interdiction de participation pendant une suspension, l'organisation antidopage compétente à l'égard de ce membre du personnel d'encadrement ou de cette autre personne imposera les sanctions prévues pour violation de l'article 2.9 en raison de cette aide.

Titre IX: Sanctions à l'encontre des équipes

Art. 11.1: Contrôles relatifs aux sports d'équipe

Lorsque plus d'un membre d'une équipe dans un sport d'équipe a été notifié d'une violation des règles antidopage dans le cadre d'une manifestation, l'organisme responsable de la manifestation doit réaliser un nombre de contrôles ciblés approprié à l'égard de l'équipe pendant la durée de la manifestation.

Article 11.2: Conséquences pour les sports d'équipe

Si plus de deux membres d'une équipe dans un sport d'équipe ont commis une violation des règles antidopage pendant la durée de la manifestation, l'organisme responsable de la manifestation doit, au minimum, imposer une sanction appropriée à l'équipe en question (par exemple, perte de points, disqualification d'une compétition ou d'une manifestation, ou autre sanction) en plus des conséquences imposées aux sportifs ayant commis la violation des règles antidopage.

Titre X : Divers

Article 12

Toute disposition en matière de sanctions non expressément prévue dans le présent règlement est soumise aux normes édictées par le code mondial antidopage entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Article 13

La réglementation antidopage pourra être adaptée en fonction des modifications imposées par les organismes nationaux et internationaux compétents en la matière.

Catégories et disciplines sportives

Catégorie A

Athlétisme - longues distances (3000m et plus)

Triathlon

Duathlon

Cyclo-cross

Cyclisme - sur piste

Cyclisme - mountainbike

Cyclisme - sur route

Catégorie B

Athlétisme - tout, sauf les longues distances (3000m et plus)

Boxe

Haltérophilie

Judo

Sport aquatique - natation

Bodybuilding (IFBB)

Powerlifting

Catégorie C

Basketball

Hockey

Football

Volleyball

Korfball

Catégorie D

Toutes les disciplines non reprises dans les catégories A, B et C.

Règlement de procédure

Vu les articles 19 et 24 du décret du 20 octobre 2011 (modifié par le décret du 19 mars 2015) relatif à la lutte contre le dopage ¹ ;

Le présent règlement arrête les règles de procédure applicables devant la commission disciplinaire et la commission disciplinaire d'appel instituées par la CIDD²

I. Les Commissions et leurs organes

Article 1^{er} - Compétence

¹ **Art. 19**

§ 1^{er}. Les organisations sportives sont compétentes pour organiser les procédures disciplinaires concernant les violations des règles antidopage ainsi que pour infliger les sanctions disciplinaires conformément au présent décret, à ses arrêtés d'exécution et à l'intégralité des dispositions du Code relatives aux procédures disciplinaires et aux conséquences des violations des règles antidopage ainsi qu'au règlement antidopage de la fédération sportive internationale correspondante.

§ 3. Les organisations sportives communiquent, par le biais de canaux de communication sécurisés, les décisions adoptées et l'identité des personnes sanctionnées, à l'ONAD de la Communauté française et à la Fédération internationale correspondante.

L'ONAD de la Communauté française diffuse ensuite, par le biais de canaux de communication sécurisés, les décisions adoptées et l'identité des personnes sanctionnées, aux autres ONAD belges ainsi qu'aux autres organisations sportives relevant exclusivement de la Communauté française.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2, le Gouvernement peut arrêter des modalités de procédure spécifiques éventuelles pour l'application du présent paragraphe.

§ 4. Les organisations sportives reconnues et non reconnues peuvent organiser conjointement les procédures disciplinaires visées au présent article, en vue de mutualiser des moyens et d'adopter, notamment, le cas échéant, un règlement de procédure commun.

Art. 24

Toute décision disciplinaire passée en force de chose jugée et rendue conformément au Code par un de ses signataires, est automatiquement reconnue par la Communauté française, sans autres formalités. Elle lie les sportifs, les organisations sportives et toutes autres personnes et institutions soumises au présent décret.

Le Gouvernement peut étendre cette reconnaissance à certaines décisions rendues par des instances non signataire du Code pour autant que ces décisions aient été rendues dans le respect des dispositions du Code.

² Il ne s'agit pas à proprement parler de juridictions du même type dans la mesure où les juges disciplinaires d'appel doivent être plus expérimentés. Toutefois, ceux-ci peuvent aussi siéger en première instance mais en aucun cas un juge disciplinaire qui a connu d'une cause en première instance ne peut en connaître en instance d'appel.

Concernant le rapporteur qui, à l'instar du ministère public, n'exerce pas de pouvoir juridictionnel disciplinaire, il peut exercer ses prérogatives aux deux degrés et, dès lors, suivre le dossier lorsque celui-ci est soumis à la commission disciplinaire d'appel.

La Commission disciplinaire connaît des manquements aux règles anti-dopage du décret du 20 octobre 2011 (modifié par le décret du 19 mars 2015) relatif à la lutte contre le dopage et de ses arrêtés d'exécution commis par les sportifs concernés ou toute autre personne de son entourage qui sont poursuivies pour fait de dopage et qui ne relèvent pas de la compétence d'une instance disciplinaire internationale et qui lui sont adressés par une fédération sportive.

La Commission disciplinaire d'appel connaît de l'appel des décisions définitives rendues par la Commission disciplinaire et des décisions rendues en matière de suspension provisoire.

Article 2 - Les juges disciplinaires et les juges disciplinaires d'appel

La Commission disciplinaire et la Commission disciplinaire d'appel comprennent, suivant les nécessités, une ou plusieurs chambres.

Sans préjudice de l'article 14, §2, alinéa3 et sous la réserve de la chambre chargée de l'audience préliminaire en matière de suspension provisoire qui siège à juge disciplinaire unique remplissant les conditions requises pour être président de chambre de la Commission disciplinaire d'appel, chaque chambre est composée de trois juges disciplinaires ou de trois juges disciplinaires d'appel qui ne sont pas membres d'un organe de gestion d'une fédération sportive faisant appel à la CIDD :

- un président, lequel a une grande maîtrise du droit du contentieux et est titulaire d'une licence en droit ou d'un master en droit obtenu ou reconnu en Belgique, chargé de cours, professeur ou chargé de cours ou professeur honoraire ou émérite d'une faculté de droit ou magistrat effectif, honoraire ou émérite
- un assesseur-juriste lequel a une grande maîtrise du droit du sport et est titulaire d'une licence en droit ou d'un master en droit, obtenu ou reconnu en Belgique;
- un assesseur-médecin lequel a une grande maîtrise de la médecine du sport et du dopage et est titulaire d'un doctorat ou d'un master en médecine, obtenu ou reconnu en Belgique.

Ils sont nommés par le Conseil d'administration de la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage pour un terme de trois ans renouvelable.

Lors de leur nomination, le juge disciplinaire et le juge disciplinaire d'appel doivent jouir de leurs droits civils et politiques et être âgés de 25 ans au moins s'il s'agit d'un juge disciplinaire et de 30 ans au moins s'il s'agit d'un juge disciplinaire d'appel, celui-ci ayant en outre exercé, hormis le médecin, durant trois ans au moins, la fonction de juge disciplinaire en première instance.

Article 3 – Indépendance et impartialité du juge disciplinaire et du juge disciplinaire d'appel

Tout juge disciplinaire est indépendant et impartial.

Tout juge qui sait qu'il existe une cause de récusation dans son chef en fait immédiatement part à la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage et se déporte. De manière plus générale, tout juge, avant d'accepter sa mission, doit révéler toute circonstance susceptible d'affecter son indépendance ou son impartialité.

La partie poursuivie peut solliciter la récusation du juge disciplinaire ou du juge disciplinaire d'appel si celui-ci ne présente pas l'indépendance ou l'impartialité requise pour mener à bien sa mission. Aucune cause de récusation ne peut être proposée après la première audience à moins que le motif invoqué n'ait été révélé ultérieurement à la partie.

La partie qui propose des moyens de récusation les présente par demande motivée et écrite remise ou déposée, à peine de déchéance, dans les huit jours de la date à laquelle elle a eu connaissance de la cause de récusation, au siège de la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage.

Le secrétaire notifie sans délai cette demande au juge disciplinaire dont la récusation est sollicitée. Si dans les dix jours de cette notification, le juge disciplinaire ne s'est pas déporté, la demande de récusation est portée devant une chambre disciplinaire du degré d'appel si l'incident survient en première instance et inversement. La décision, rendue dans les huit jours, n'est pas susceptible de recours devant une instance disciplinaire.

Si le juge disciplinaire s'est déporté ou si sa récusation a été admise, il est pourvu à son remplacement conformément aux règles applicables à sa désignation.

Article 4 – Le rapporteur

Le rapporteur instruit la cause disciplinaire dans les limites énoncées à l'article 8.

Il est nommé par le Conseil d'administration de la CIDD pour un terme de trois ans renouvelable. Lors de sa nomination, le rapporteur doit être âgé au moins de 25 ans et jouir de ses droits civils et politiques.

Il doit avoir une grande maîtrise de la réglementation en matière de dopage des sportifs et être titulaire d'une licence ou d'un master en droit obtenu ou reconnu en Belgique.

Il est présent à l'audience. Il n'assiste ni ne participe au délibéré.

Il peut, dans une même cause, exercer ses prérogatives devant les commissions disciplinaires de première instance et d'appel.

Il est indépendant et impartial. L'article 3 lui est applicable.

Article 5 – Le secrétariat des Commissions

Les fonctions de secrétaire sont exercées par une ou plusieurs personnes désignées par le Conseil d'administration de la CIDD.

Le secrétaire assure la conservation des procès-verbaux, des répertoires et de tous les actes afférents au fonctionnement de la Commission disciplinaire.

Il est présent à l'audience. Il n'assiste ni ne participe au délibéré.

Il est chargé de la convocation des parties à l'audience ; il dresse la feuille d'audience et transcrit les décisions ; il procède à toutes les notifications utiles à la procédure.

Article 6 – Disposition commune aux organes de la Commission

Les juges disciplinaires, le rapporteur et le secrétaire sont tenus à un devoir de réserve et astreints à une obligation de confidentialité pour tous les faits, les actes et les informations dont ils ont pu avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

II. Le déroulement de la procédure de première instance

Article 7 - Notification et prise de cours du délai - Election de domicile

§ 1^{er}. Au sens du présent règlement, toute notification est effectuée par pli recommandé avec accusé de réception et par pli simple. En ce cas, le délai commence à courir le premier jour qui suit celui où le pli recommandé a été présenté au domicile du destinataire ou, le cas échéant, à sa résidence ou à son domicile élu.

La notification peut aussi être effectuée contre accusé de réception daté, en ce cas le délai commence à courir le premier jour qui suit.

De plus la notification est également effectuée, pour information, par courrier électronique si l'adresse électronique est connue de l'expéditeur.

Le sportif concerné ou toute autre personne concernée peut renoncer expressément et par notification écrite électronique ou autre, à l'envoi des notifications par recommandé avec accusé de réception auquel cas celles-ci s'effectuent exclusivement par voie électronique qui prennent effet le lendemain de la date de leur envoi.

§ 2. Le destinataire est réputé avoir fait election de domicile à l'adresse qui apparaît sur le procès-verbal de contrôle.

Article 8 – L’instruction de la cause

Dès que la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage est informée qu’un sportif concerné ou toute autre personne poursuivie est soupçonnée d’avoir enfreint les règles anti-dopage du décret du 20 octobre 2011 et de ses arrêtés d’exécution, elle transmet toutes les pièces y relatives au rapporteur afin que le cas soit soumis à la chambre de discipline.

Avant de procéder plus avant, le rapporteur constitue sans délai le dossier et, le cas échéant, prend les informations nécessaires en vue de l’établissement de son rapport et de la convocation de l’intéressé devant la chambre disciplinaire.

Le rapport écrit énonce clairement les faits de la cause, les griefs allégués et les sanctions susceptibles d’être prononcées. Il ne s’agit pas ni d’un avis, ni d’un réquisitoire.

Article 9 - L’information de la partie poursuivie et sa convocation à l’audience

En même temps qu’il est communiqué à la chambre disciplinaire, le rapport prévu à l’article 8, alinéa 3, est notifié à l’intéressé conformément à l’article 7 et, le cas échéant, à son défenseur par pli simple ou par courrier électronique.

Cette notification contient, en caractères très apparents, la convocation de l’intéressé appelé à comparaître aux lieu, jour et heure indiqués, devant la Commission disciplinaire. Un délai minimum de quatorze jours doit s’écouler entre la notification et l’audience disciplinaire.

La fédération sportive dont dépend l’intéressé est également informée par pli simple ou par courrier électronique, de la date de l’audience.

Article 10 – L’accès au dossier

La notification par convocation prévue à l’article 9 mentionne les lieu, jour et heure auxquels l’intéressé, son avocat, son médecin, la ou les personnes qui l’assiste dans la procédure, peuvent consulter le dossier et en prendre une copie à leurs frais.

Article 11 – Procédure dirigée contre un mineur

Si le sportif mineur est âgé de 14 ans au moins au moment des faits, il est convoqué, conformément à l’article 9, avec son représentant légal ou un de ses représentants légaux.

Si le sportif mineur est âgé de moins de 14 ans au moment des faits, seules les personnes investies à son égard de l’autorité parentale sont convoquées, conformément à l’article 9.

Toutefois le mineur est informé de l’audience et de son droit d’y être entendu.

Article 12 – Assistance ou représentation – Connaissance de la langue française

§ 1. L’intéressé, et le cas échéant son représentant légal, peut présenter lui-même ses conclusions et défenses mais la chambre disciplinaire peut lui interdire l’exercice de ce droit si elle reconnaît que la passion ou l’inexpérience l’empêche de discuter de sa cause avec la décence convenable ou la clarté nécessaire.

Lors de l’audience de remise, si le sportif ou son représentant légal n’a pas fait choix d’un conseil, l’examen de l’affaire sera poursuivi même en l’absence du sportif ou de son représentant légal si celui-ci persiste dans une attitude inadéquate. La décision ainsi rendue sera réputée contradictoire.

En tout état de cause le sportif ou son représentant légal a le droit :

- de se faire assister par un avocat de son choix et/ou par un médecin de son choix ; il peut aussi être assisté par une personne de confiance, mais en ce cas, la chambre disciplinaire peut refuser cette assistance s’il apparaît que cette personne est inapte à assumer une telle fonction.
- de se faire représenter par un avocat et/ou par un médecin de son choix.

§ 2. Si l'intéressé ne parle pas ou ne comprend pas suffisamment la langue française, il peut bénéficier, à sa demande et aux frais de la CIDD, de l'assistance d'un interprète.

Article 13 – La publicité de l'audience

Les audiences sont publiques, toutefois le huis clos est prononcé si

- la publicité est dangereuse pour l'ordre public ou les bonnes mœurs ; et dans ce cas, la Commission disciplinaire le déclare par une décision motivée ;
- la partie poursuivie est un mineur ;
- la personne concernée le demande expressément.

Article 14 – Le déroulement de l'audience

§ 1. Principes

La langue de la procédure est le français.

L'audience de la Commission disciplinaire se déroule comme suit :

- le président vérifie l'identité de la personne intéressée et expose succinctement le dossier ;
- le rapporteur fait rapport sur le manquement reproché et indique la sanction susceptible d'être prononcée ;
- le sportif ou le cas échéant les personnes investies à son égard de l'autorité parentale, son avocat, son médecin ou sa personne de confiance sont entendus dans leurs moyens de défense. Ils ont le dernier mot dans le débat.

§ 2. Instruction complémentaire

Si une mise en état complémentaire de la cause se justifie, le calendrier est arrêté de manière contraignante par la Commission disciplinaire.

Le président de la Commission disciplinaire peut d'office ou à la demande d'une partie ordonner toute mesure d'instruction nécessaire ou utile et notamment la production de documents, l'audition de témoins ou la désignation d'un expert.

Les ordonnances de procédure relatives à des mesures d'ordre, à la mise en état ou à l'instruction de la cause peuvent être rendues, le cas échéant sur la base d'une procédure écrite, par le seul président de la chambre disciplinaire.

Article 15 – Le défaut

Lorsque la partie fait défaut et n'a pas sollicité avant l'audience, pour des motifs sérieux dont la pertinence est appréciée souverainement par le président de la chambre, une remise de l'affaire, une sentence, réputée contradictoire, sera prononcée conformément au prescrit de l'article 16.

La convocation reproduit cette disposition.

Article 16– Le délibéré et la sentence disciplinaire

La sentence disciplinaire ne peut être rendue que par le nombre prescrit de juges disciplinaires. Ceux-ci doivent avoir assisté à toutes les audiences de la cause.

Lorsque la Commission tient la cause en délibéré pour prononcer la sentence disciplinaire, elle fixe le jour de ce prononcé, qui doit avoir lieu pour la procédure ordinaire dans le mois, à partir de la clôture des débats.

Le délibéré se déroule exclusivement entre les juges disciplinaires ; il est secret.

La sentence disciplinaire est prise à la majorité sans qu'elle ne mentionne si elle est rendue à la majorité ou à l'unanimité.

Elle contient outre les motifs et le dispositif :

- l'indication des juges disciplinaires dont elle émane, du rapporteur qui a fait rapport et du secrétaire qui a assisté à l'audience et, le cas échéant, au prononcé ;

- les nom, prénom et domicile sous l'indication desquels les parties ont comparu ou conclu ;
 - l'objet de la demande et la réponse aux conclusions ou moyens des parties ;
 - la mention du rapport du rapporteur ;
 - la mention et la date de la décision ou de son prononcé en audience publique si celle-ci est sollicitée par le sportif concerné ou toute autre personne poursuivie.
- La sentence disciplinaire contient, le cas échéant, l'indication du nom des personnes ayant assisté ou représenté la personne poursuivie et mentionne les frais à charge de la partie sanctionnée.

Article 17– La notification de la sentence disciplinaire

Dans les sept jours de son prononcé, la sentence disciplinaire est notifiée par le secrétaire, conformément à l'article 7 au sportif et, s'il est mineur, aux personnes investies à son égard de l'autorité parentale. Concomitamment elle est notifiée par le secrétaire par simple pli ou par courrier électronique au service du Ministère de la Communauté française chargé par le Gouvernement de la lutte contre le dopage, à la fédération sportive dont dépend l'intéressé et au rapporteur.

Conformément aux articles 19 et 20, cette notification contient les informations utiles à l'exercice éventuel d'un droit de recours

La date de la notification prévue à l'alinéa 1er est à l'égard de celui qui y procède celle de l'expédition.

Article 18 – Règle générale relative à la prescription

Aucune procédure pour violation des règles antidopage ne peut être engagée contre un sportif ou une autre personne sans que la violation alléguée n'ait été notifiée au sportif, au plus tard dans les 10 ans à dater de la violation alléguée.

III. L'APPEL ET LA PROCEDURE D'APPEL

Article 19– La décision susceptible de recours, l'absence d'effet suspensif automatique, le délai et la qualité requise pour interjeter appel.

§ 1^{er}. Les mesures d'ordre telles que les fixations de cause ou les remises ainsi que les décisions provisoires, avant dire droit, ou sur incident ne concernant pas le fond ne sont pas susceptibles de recours immédiat. Elles ne peuvent être entreprises qu'avec l'appel contre la sentence disciplinaire définitive.

La sentence disciplinaire définitive épuisant la juridiction du juge disciplinaire sur une question litigieuse au fond est susceptible d'appel. Celui-ci n'est pas, de plein droit, suspensif de l'exécution de la décision entreprise en ce sens que la décision dont il est fait appel restera en vigueur durant la procédure d'appel à moins que, à la demande motivée de l'intéressé dans sa requête d'appel, l'instance d'appel n'en décide autrement dès l'introduction de la cause et au plus tard dans le mois lorsqu'elle est saisie ultérieurement d'une telle demande motivée déposée ou adressée conformément au paragraphe 3 du présent article et suivie, sans délai, d'une convocation de l'intéressé à une audience fixée, moyennant un délai de comparution de deux jours, à la date la plus rapprochée.

§ 2. L'appel peut être introduit par les parties suivantes :

- Le sportif ou toute autre personne soumise à la décision portée en appel ;
- L'autre partie impliquée dans l'affaire dans laquelle la décision a été rendue ;
- La fédération internationale compétente ;

- L'organisation nationale antidopage de la Communauté ou du pays dans laquelle ou dans lequel la personne réside ou est ressortissant ou titulaire de licence;
- Le Comité International Olympique (C.I.O) ou le Comité International Paralympique (C.I.P.), selon les cas ;
- L'Agence Mondiale Antidopage

§ 3. A peine de déchéance, l'appel doit être formé dans le mois³ de la notification de la sentence disciplinaire effectuée conformément à l'article 7.

L'appel est formé devant la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage (C.I.D.D.)⁴, Allée du Bol d'Air, 13/15 à 4031 Angleur par dépôt au secrétariat de la C.I.D.D. de l'acte d'appel contre accusé de réception daté ou par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception envoyée audit secrétariat.

Pour vérifier si le délai de recours a été respecté, il sera tenu compte de la date de l'accusé de réception

La notification des décisions ou des mesures énoncées à l'article 19 paragraphe 1er alinéa 1 mentionne qu'elle ne sont pas susceptibles de recours immédiat.

La notification de la sentence disciplinaire définitive au sens du paragraphe 1er alinéa 2 reproduit le présent article.

Article 20 – La requête d'appel

L'acte d'appel, c'est-à-dire la requête d'appel, contient à peine de nullité

1. L'indication des jour, mois et an ;
2. Les nom, prénom, profession et domicile de l'appelant ;
3. La détermination de la décision dont appel ;
4. L'énonciation des griefs et des moyens ;
5. Le cas échéant, l'acte d'appel contient aussi l'indication du nom de l'avocat de l'appelant.

La notification de la sentence disciplinaire définitive au sens de l'article 19 reproduit le présent article.

Article 21 – Le déroulement de la procédure d'appel.

Par l'appel, la commission disciplinaire d'appel se trouve saisie, dans les limites du ou des recours, de l'ensemble du contentieux disciplinaire.

³ Toutefois, la date limite pour le dépôt d'un appel ou d'une intervention de l'Agence Mondiale Antidopage sera la date correspondant à l'échéance la plus éloignée parmi les suivantes :

- a) Vingt et un (21) jours après la date finale à laquelle une autre partie de l'affaire aurait pu faire appel ; ou
- b) Vingt et un (21) jours après la réception par l'AMA du dossier complet relatif à la décision.
- c)

⁴Dans les cas découlant de la participation à une manifestation internationale ou dans les cas impliquant des sportifs de niveau international, la décision peut faire l'objet d'un appel uniquement devant le TAS de la part des parties mentionnées à l'alinéa 3 du présent article. Pour les cas impliquant des sportifs de niveau national, l'AMA, le C.I.O, le C.I.P. et la fédération internationale compétente sont autorisés à introduire un appel devant le TAS contre les décisions disciplinaires rendues par l'instance d'appel nationale.

Sous la réserve de ce que prévoit le présent article, les règles relatives au déroulement de la procédure de première instance sont, mutatis mutandis, applicables à la procédure d'appel. Dès la réception de la requête par le secrétariat, celle-ci est remise au rapporteur qui établit un nouveau rapport adapté à l'évolution du contentieux disciplinaire. La sentence disciplinaire d'appel n'est pas susceptible de recours disciplinaire

IV. Règles applicables aux suspensions provisoires

Article 22 – Audience préliminaire

Si le dossier fait apparaître une suspicion de résultat d'analyse anormal lié à la présence d'une substance non-spécifiée, au sens du code AMA, le sportif concerné ou toute autre personne poursuivie est, conformément à l'article 7, convoqué dans les quatre jours ouvrables de la réception de la demande introduite devant la CIDD.

A la convocation expédiée dans le délai de quatre jours précité est joint le rapport prévu à l'article 8 mais dont le contenu est limité à ce qui fait l'objet de la demande soumise à la chambre spéciale statuant à juge disciplinaire unique conformément à l'article 2, alinéa 2.

Un délai minimum de deux jours doit s'écouler entre la notification de la convocation et l'audience préliminaire.

La décision relative à la suspension provisoire doit être rendue le jour de l'audience.

La seule personne habilitée à faire appel d'une suspension provisoire est le sportif ou la personne à qui la suspension provisoire est imposée. La procédure d'appel se déroule, devant une chambre à juge d'appel unique, dans le respect des formes et des délais précités.

Pour le surplus, les dispositions des titres II et III sont, mutatis mutandis, applicables sauf le droit pour le président, en cas de nécessité, d'adapter les règles y énoncées dans le respect de droits de la défense.

Article 23 - Procédure ordinaire accélérée en cas de suspension provisoire

En cas de suspension provisoire ordonnée conformément à l'article 22, la décision fixe la date de l'audience disciplinaire moyennant le respect d'un délai de huit jours entre sa notification, à laquelle est joint le rapport prévu à l'article 8, et l'audience. La sentence disciplinaire est rendue dans les quinze jours de la clôture des débats.

Pour le surplus les règles énoncées aux titre II et III sont applicables.

V. Rôle supplétif du Code judiciaire belge

Article 24 – Situations non réglées par le présent règlement

Dans les cas non prévus par le présent règlement, la Commission disciplinaire ou la Commission disciplinaire d'appel arrêtera les règles de procédure applicables dans le respect des droits de la défense et du principe du procès équitable en tenant compte de l'article 2 du Code judiciaire aux termes duquel : « les règles énoncées dans le présent Code s'appliquent à toutes les procédures, sauf lorsque celles-ci sont régies par des dispositions légales non expressément abrogées ou par des principes de droit dont l'application n'est pas compatible avec celle des dispositions dudit Code ».

Article 38 Code d'éthique sportive

L'AFT fait sien le code d'éthique sportive en vigueur en Fédération Wallonie-Bruxelles, visé à l'article 15, 19°, alinéa premier du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

Le conseil d'administration désigne une personne relais ou une structure en charge des questions relatives à la tolérance, au respect, à l'éthique et à l'esprit sportif, dans le but d'identifier un interlocuteur de référence, de faciliter la résolution des problèmes et des litiges éthiques rencontrés ainsi que de favoriser les échanges d'informations en matière d'éthique et de fair-play.

Charte du mouvement sportif de la Fédération Wallonie-Bruxelles

1° L'Esprit du Sport

La pratique sportive est un droit, une source de plaisirs et de jeu.

L'Esprit sportif est positif. Il prône l'humilité dans la victoire et la dignité dans la défaite. Plus que la performance, le sport contribue à l'épanouissement individuel et l'émancipation collective.

L'esprit et le corps sont les outils premiers du sportif. Le sport est à la base d'une bonne hygiène de vie. La pratique sportive agit à la fois sur le bien-être physique et mental. Le dopage fausse la valeur d'une victoire ou d'une participation. L'utilisation de produits illicites est nocive pour la santé.

Le mouvement sportif francophone rejette et condamne toutes les formes de discriminations liées à l'âge, au genre, à la race, à l'orientation sexuelle, aux convictions religieuses ou philosophiques, à la langue ou aux caractéristiques physiques. Le terrain est un espace d'expressions ouvert à tous.

Toutes les formes de harcèlement, les gestes, les mots dénigrants et la vulgarité sont proscrites.

Un adversaire n'est pas un ennemi. Il est le premier partenaire du sportif, son intégrité humaine et physique doit être préservée.

La pratique sportive est un partenaire de l'éducation dans l'acquisition de savoirs et l'apprentissage de la vie en société par la tolérance et le respect des règles du jeu.

Toutes les formes de corruption, de falsification de la compétition sont prohibées.

La démarche sportive est un projet sociétal qui accompagne l'individu tout au long de sa vie.

2° Les Acteurs du Sport

Le sportif aime le sport. De par un entraînement régulier et sérieux, il prend du plaisir dans sa discipline. Le respect est la valeur première du sportif envers son entraîneur, ses équipiers, ses adversaires, les règles du jeu, l'arbitre et lui-même. Le sportif accepte les décisions arbitrales sans contestation.

Le parent reconnaît que son enfant joue pour s'amuser. Il incite son enfant à multiplier les activités sportives pour qu'il trouve son sport. Il encourage son enfant, ses équipiers et ses adversaires. Il reconnaît que le rôle de l'entraîneur est d'accompagner son enfant dans sa progression sportive. Il ne critique pas en public les décisions de l'entraîneur et de l'arbitre. Il s'invite activement dans la vie de l'association sportive de son enfant.

L'athlète de haut niveau est un ambassadeur du mouvement sportif. Son comportement est irréprochable et ses performances encouragent à la pratique sportive. Le sport de haut niveau est encouragé comme la recherche du dépassement de soi et le chemin tracé vers l'excellence.

L'entraîneur sportif est le garant du comportement éthique et des gestes de fair-play de ses athlètes. Il favorise l'épanouissement de ses sportifs par des entraînements et des objectifs adaptés à l'âge et au potentiel de ses sportifs. Il planifie son travail sur le long terme et non sur la recherche de gains à court terme.

Le mouvement sportif francophone repose sur les clubs. Leur gestion doit se faire dans un objectif pérenne en développant un projet sportif durable.

L'arbitre est un sportif à part entière. Il est dépositaire des règles du jeu. Avec le soutien des joueurs, des dirigeants, des supporters, il s'engage à interrompre une partie lorsque des propos ou des gestes vont à l'encontre de l'éthique sportive.

Supporter, c'est faire de chaque rencontre un moment de fête. L'encouragement est son seul crédo. Son comportement est exempt de tout reproche. Le supporter est un ambassadeur de son club, il ne peut ternir son image.

Les médias participent à la vie du mouvement sportif. Les termes utilisés sont positifs, empreints de sportivité, sans animosité en évitant le recours au langage guerrier.

Le sport est un vecteur d'intégration. Au travers du volontariat, c'est le citoyen qui collabore au dynamisme de notre société.

3° Les Engagements du Sport

La formation est le maître mot du Mouvement sportif francophone. Ses acteurs s'engagent à leur niveau à compléter leur savoir-faire de terrain par des formations appropriées afin d'améliorer significativement la pratique sportive.

Les sportifs ont le droit de pratiquer leur discipline dans des infrastructures de qualité et dans un environnement sécurisant. Les infrastructures sportives de qualité sont un incitant au sport. Leur dégradation volontaire ou par manque de prévoyance est une atteinte au mouvement sportif.

La pratique sportive régulière et de qualité associée à une bonne hygiène de vie sont des atouts indispensables à l'amélioration de la santé, la prévention des maladies, le développement des interactions sociales en vue d'un bien-être accru.

L'organisation d'événements sportifs et la pratique sportive intègrent les notions de développement durable et le respect de l'environnement.

Le Comité éthique de la FWB examine tout acte contrevenant à l'esprit du sport.

L'ensemble des acteurs s'engage à souscrire, respecter, défendre et promouvoir la Charte du mouvement sportif de la FWB, conditions sine qua non à l'obtention des aides disponibles pour le secteur sportif.

Article 39 - Déferer en justice

Tout membre affilié à l'A.F.T. contracte l'engagement de ne déferer en justice aucune contestation qui pourrait surgir entre lui et une instance de l'A.F.T., sans avoir au préalable averti le conseil d'administration.

Article 40 - Bâches

Du 1^{er} avril au 31 octobre, chaque club a l'obligation d'installer en permanence et en évidence, sur le court central ou à un endroit aussi attractif, toute bâche fournie gratuitement par l'A.F.T., reprenant le nom d'un ou de plusieurs partenaires de l'A.F.T.

Si un club ne pose pas cette bâche, une amende de 1.250 euros lui est infligée par le conseil d'administration dès que l'infraction est constatée.

Toutefois, une dérogation partielle ou même totale peut être accordée à un club prouvant que la pose de la bâche nuit gravement aux engagements qu'il a conclus, engagements qui se révèlent inconciliables avec l'obligation de placement de cette bâche.

Article 41 - Affiche "Avantages des affiliés"

Si l'A.F.T. réalise une affiche précisant les avantages offerts aux détenteurs de la carte d'affiliation, le club doit la placer en permanence dans le club-house.

Annexe 1 : Code mondial antidopage, AMA, 2015. Disponible sur demande.